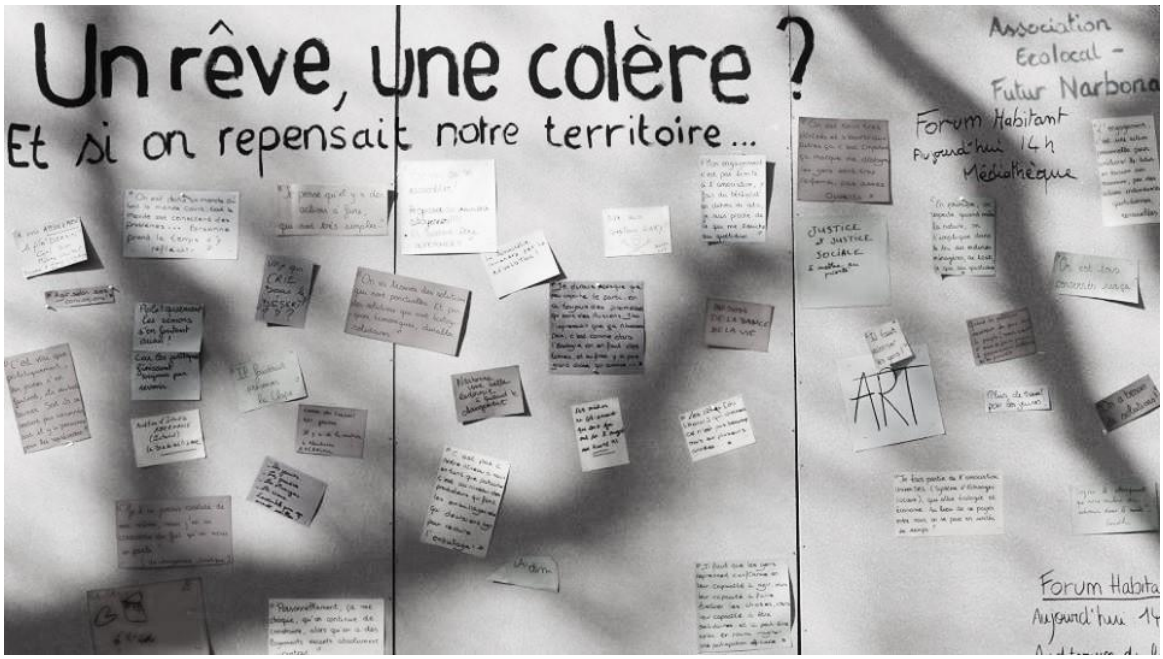
INSTITUT D'URBANISME DE LYON

FUTUR NARBONA



ANALYSE DE L'ENQUETE DE TERRAIN

METAMORPHOSE DU POLITIQUE AU PRISME DE L'ENGAGEMENT

X. BACKELAND - Y. BALLAIS - D. DEVAU - N. GROZEL - P. LEPINE - L. PRINGAULT - K. SYLLA - L. TIBAYRENC - C. VACHOT
M2 URBANISE ET POLITIQUES URBAINES
2015-2016

REMERCIEMENTS

Nous tenions à remercier chaleureusement toutes les personnes impliquées et concernées par ce projet.

Guillaume Faburel, pour son encadrement et sa force de proposition.

Aurore Dudka, Mathilde Girault et **Isabella Tomassi** – doctorantes sous la direction de M. Faburel – pour leur implication dans le projet et l'élaboration de la grille d'entretien.

L'association **Ecolocal**, pour l'organisation de ce concours d'idées, leur accueil à Narbonne, leur soutien et leur confiance pour mettre en place les actions proposées.

L'association de l'Arche, notamment **le porte-parole M. Mohammed Djellal** et **le Président M. Mohammed Bouhraoua**, pour leur accueil chaleureux, le prêt des locaux pour préparer la soupe et le mur d'expression, leur disponibilité et leur amabilité.

La quarantaine de **personnes interrogées** en décembre pendant notre session « entretiens », pour leur confiance, leur franchise, leurs confidences et le temps consacré.

Les **personnes intéressées et intriguées** par le mur lors de la matinée du 30 janvier, ayant échangé avec nous, lu les citations ou laissé une contribution écrite

Les photographes **Yannick et Elsa**, rencontrés en décembre pendant la phase d'entretiens, pour leurs clichés pris lors de notre évènement du 30 janvier.

L'équipe du **Centre International de Séjour (CIS) de Narbonne**, notamment le service restauration et Mounir, pour leur accueil et leur compréhension.

SOMMAIRE

Introduction 3

I. Démarche de travail et organisation 6
a. Construction d'une démarche de recherche 6
1. Premier contact avec le terrain 6
2. Elaboration d'une problématique 7
b. S'imprégner du territoire 8
1. La narbonnaise et son identité 9
2. Les enjeux identifiés dans le SCoT 10
c. Sélection des terrains 12

II. Elaboration d'un protocole d'enquête 17
a. Recueillir la parole habitante par des entretiens 17
b. La grille d'entretien 17
c. Le travail de terrain 19
d. Retour sur quelques difficultés rencontrées lors des entretiens 20

III. Résultats thématiques 21
a. Les enjeux territoriaux 21
b. Vécu et représentations du changement climatique 25
c. La justice sociale, spatiale et environnementale 28
d. Les formes de l'engagement 31

IV. Retour sur la journée du 30 janvier 41
a. Réflexion sur la tenue d'un évènement avec et pour les habitants 41
b. Déroulement de la matinée du 30 janvier 42
c. Des contributions écrites en continuité des résultats de nos entretiens 44

V. Analyse globale relative à l'engagement et aux représentations du politique 51
a. L'engagement au prisme d'un désintérêt politique significatif d'une crise de la démocratie représentative 51
b. L'engagement ordinaire comme affirmation de son individuation 52
c. L'engagement ordinaire révélateur de nouvelles représentations du politique venant questionner le commun 53

Conclusion 56

Annexe 58
Ensemble des contributions laissées sur le mur d'expression 58

Introduction

Au cours du mois de Septembre, Guillaume Faburel nous a proposé un mode d'évaluation original : répondre à un concours d'idées proposé par l'association Ecolocal, basée à Narbonne (11 – Aude). Le travail à fournir et le temps à y consacrer ayant été jugés conséquents, ce travail nous permet de valider deux modules enseignés par Guillaume Faburel, à savoir « Développement local et stratégies participatives » et « Conception et conduite du développement urbain durable ». Cela signifie que nos propositions et actions en réponse au concours doivent prendre en compte ces deux volets : la participation habitante et le développement durable abordé sous l'angle de la transition écologique.

L'association Ecolocal, qui est à l'initiative du concours d'idées qui s'inscrit dans le projet *Futur Narbona,* est basée sur le territoire Narbonnais. Elle a été créée, en 2008, sous l'impulsion d'un habitant de l'Aude, Joël AUBE, un ingénieur généraliste. L'association souhaite impulser des réflexions autour de la montée des eaux en lien avec le changement climatique et autour du sens de la ville aujourd'hui, dans l'objectif de repenser nos lieux de vie et la manière dont ils sont créés et gérés. D'autres membres actifs ont choisi de s'investir dans cette association, qui est organisée sous la forme d'une direction collégiale. L'équipe actuelle a la force et la richesse d'être pluridisciplinaire, composée d'architecte, de paysagiste, d'archéologue, de sociologue, et d'autres professions plus éloignées de la fabrique de la ville, à savoir projectionniste et musicien. Les objectifs de l'association sont les suivants[1] :

« *- Accompagner les citoyens dans une démarche d'écologie locale dans leur quotidien.*

- Demander aux élus locaux, s'ils ne le font pas déjà, de prendre des décisions qui privilégient la qualité environnementale et écologique et de déclarer publiquement leur position sur tous les thèmes environnementaux ayant une incidence locale.

- Proposer, en concertation avec les citoyens, des idées, et des solutions écologiques répondant aux problématiques environnementales adaptées aux contraintes locales dans le respect des générations futures, au regard des connaissances scientifiques et techniques connues.

- Construire avec les institutions locales des projets respectueux de l'environnement, ceci avec l'appui d'experts indépendants et connaissant les solutions écologiques alternatives. »

Les objectifs de l'association sont donc pluriels et situés à deux niveaux, à la fois informel (sensibiliser les citoyens) et institutionnel (interagir avec les élus pour une prise en compte de l'environnement plus adaptée et plus avouée), l'objectif étant de devenir un acteur clé du territoire sur les questions et les prises de décisions en lien avec l'environnement.

Dans cette visée, l'association a mis en place un concours d'idées, destiné en priorité aux étudiants des filières concernées par les problématiques évoquées ci-dessus. Enseignants, élus, professionnels et

[1] *Objectifs listés sur le site internet « Narbona », consulté le 15 février 2016, à l'adresse suivante : http://www.narbona.org/index.php/qui-sommes-nous*

citoyens sont également invités par la démarche. Quatre groupes d'étudiants provenant de filières variées – droit de l'urbanisme, ingénieur, tourisme durable et urbanisme – ont répondu par la positive à ce concours. L'équipe représentant l'institut d'urbanisme de Lyon est composée de neuf étudiants motivés par cette approche novatrice : une réflexion habitante qui intéresse et intrigue les politiques. Les étudiants lyonnais se sont engagés sur une période de cinq mois, de octobre 2015 à février 2016, en fonction des contraintes de l'emploi du temps universitaire (stage et atelier professionnel dès mars), au regret de l'association Ecolocal qui envisageait une implication jusqu'en juin.

Organiser un concours d'idées étudiant pluridisciplinaire a pour visée principale d'élaborer des solutions d'avenir pour la région de Narbonne, tout en décloisonnant les formations. L'association précise que le terme concours évoque plusieurs sens, celui à retenir est « courir ensemble vers le même but », puisque le concours se veut un temps d'échange et d'émulation et non un lieu de compétition, bien qu'une réunion délibérative pour sélectionner le ou les meilleurs projets soit prévue en juillet.

Afin que chaque étudiant ait les mêmes connaissances concernant le territoire, l'association a organisé en octobre, pendant trois jours intensifs, des conférences de nombreux acteurs du territoire, tant institutionnels qu'associatifs.

Une fois rentrés sur Lyon, nous nous sommes interrogés sur notre implication et notre production, les méthodes, les objectifs visés et la forme de notre travail. Après plusieurs réunions, nous avons décidé de mesurer le degré d'engagement des habitants de la région narbonnaise et connaître les formes qu'il prend, à savoir est-ce régulier, occasionnel ou au quotidien ? Est-ce un engagement individuel ou collectif ? Sur quel thème ? Notre objectif est de réaliser un état des lieux de l'engagement sur ce territoire, tout en privilégiant l'aspect qualitatif, afin d'apporter des éléments, des exemples concrets, et donc d'ouvrir notre réflexion et les champs des possibles, et ne pas se limiter à la production de données quantitatives sur le nombre d'engagés ou autres.

Nous avons donc proposé aux membres de l'association Ecolocal de réaliser un diagnostic, non exhaustif sur la manière dont s'engagent les individus du territoire, afin d'avoir des bases pour repenser la fabrique de la ville, qui à notre sens, doit davantage est impulsée par les habitants, au regard d'un double constat national, celui d'une volonté accrue de prendre part aux décisions locales et celui d'une méfiance vis-à-vis des gouvernants.

Notre travail est donc articulé autour des questions suivantes : Les individus se sentent-ils engagés sur le territoire narbonnais? Comment leur engagement se structure-t-il sur ce territoire ? Quels sont les thèmes mobilisateurs ?

Nous avons souhaité débuter notre étude avec un avis le plus neutre possible, sans a apriori, d'autant plus que nous ne sommes pas originaire de la région Narbonnaise. Par conséquent, nous n'avons pas formulé clairement des hypothèses.

L'objectif de ce dossier est double, d'une part présenter notre méthodologie (première partie) et d'autre part exposer les résultats obtenus (deuxième et troisième partie) pour ainsi les analyser (quatrième partie).

I. Démarche de travail et organisation

La composition de notre équipe a nécessité une organisation spécifique en interne. Nous étions neuf étudiants du Master *urbanisme et politiques urbaines* engagés à Narbonne. A chaque phase du projet, nous nous sommes répartis les tâches à réaliser. Le groupe a été d'une grande efficacité pour le travail de terrain, que nous avons mené en quatre jours. Si le nombre a fait notre force, la répartition des tâches a aussi segmenté le travail d'analyse et a été un frein à l'appropriation de l'analyse globale.

Nous avons été encadrés sur ce travail par Guillaume Faburel, enseignant-chercheur. Trois doctorantes nous ont aidé à réaliser cette étude et nous ont apporté leurs conseils : Aurore Dudka, Mathilde Girault et Isabella Tomassi. Nous avons fonctionné par réunions de groupe afin d'assurer une communication continue et une cohérence dans les initiatives menées.

a. Construction d'une démarche de recherche

Le concours d'idées laissait une marge de liberté assez large pour nous permettre de choisir notre démarche de travail. L'association n'avait pas d'attendu en termes de contenu des travaux qui lui seraient remis. Cette absence de cadre a parfois porté préjudice à notre positionnement dans le concours d'idées et a compliqué l'appropriation d'une démarche volontairement libre. Ainsi, notre apport à l'association ne nous a pas été imposé, ce qui nous a laissé libre de mener la démarche de notre choix, jugée la plus pertinente dans le cadre de *Futur Narbona*.

1. Premier contact avec le terrain

Cette démarche s'est construite à partir de trois polarités : nos intérêts, le terrain et la progression de notre réflexion. D'abord, en amont, nous avions identifiés parmi les thèmes sur lesquels se mobilise Ecolocal ceux pour lesquels nous avions un intérêt pédagogique et une curiosité commune. Lors d'une première prise de contact en octobre, nous avons rencontré l'association et réalisé une première visite de terrain. Des conférences organisées par l'association et mobilisant les acteurs du territoire nous ont apporté un discours à la fois institutionnel et technique sur les enjeux du territoire. Ainsi, nous avons assisté aux conférences données par les intervenants institutionnels (technicien de la ville de Narbonne, représentant du Syndicat Mixte du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT°), représentant du Parc Naturel Régional (PNR), etc.), les acteurs de l'économie locale (représentants des agriculteurs et des pêcheurs), des scientifiques et experts spécialisés sur des thématiques qui concernent le territoire (océanographe, etc.). Pour porter la parole habitante, le choix a été fait d'inviter des représentants d'instances institutionnelles (conseils de quartiers, conseils citoyens). Une association (L'Arche), également impliquée dans ces instances, a porté la parole des habitants d'un quartier en politique de la ville. Les conférences ont été complétées par des visites de terrain au cours desquelles nous avons découvert le centre-ville de Narbonne, le quartier Saint-Jean Saint-Pierre, Narbonne-plage, Gruissan (village situé à proximité de Narbonne) et le littoral proche.

Cette prise de contact à la fois avec le territoire et les acteurs nous ont donné une première approche des enjeux locaux, à savoir des préoccupations politiques et environnementales relativement marquées et spécifiques au territoire narbonnais. Ainsi, le contexte politique est caractérisé par une opposition entre la ville de Narbonne et le Grand Narbonne qui sont de bords politiques différents, ce qui est rend peu lisible l'action politique pour les habitants et les met à distance des centres de décisions. Le territoire est très marqué par les préoccupations environnementales du fait de sa proximité du littoral et l'existence de nombreuses zones inondables, parfois même en zones urbanisées, ce qui en fait un territoire inégalement concerné par les aléas naturels et potentiellement vulnérable face au changement climatique annoncé.

2. Elaboration d'une problématique

A partir de cette première immersion et de notre lecture du territoire, nous avons identifié les entrées sur lesquelles nous souhaitions orienter notre analyse : les nouvelles formes de l'engagement et la justice spatiale et environnementale.

En approfondissant nos connaissances sur les questions de l'engagement et de la justice, nous avons affiné nos axes de travail pour définir quatre thèmes. Nous souhaitions interroger les perceptions et les pratiques du territoire des habitants du narbonnais tant en termes d'enjeux territoriaux, de leur rapport au changement climatique que leur conception de la justice socio-spatiale. Ces informations nous semblaient être un préalable à toute initiative citoyenne sur le territoire.

L'objectif était d'identifier les formes d'engagement politique : quelles justifications, quels thèmes mobilisateurs et sur quels territoires ? Il s'agissait également de voir en quoi l'environnement par les pratiques qu'il engendre, les représentations qu'il véhicule, participe d'une reprise en main des habitants sur leurs cadres de vie, voire d'une reprise de pouvoir.

Nous avons identifié les questionnements auxquels notre travail final devait apporter des éléments de réponse : quel dessein pour un projet de territoire en commun ? Dans quelle mesure les dissensions politiques, entre élus locaux ou entre élus et population peuvent freiner les engagements habitants et nuire à une coalition proactive des acteurs ?

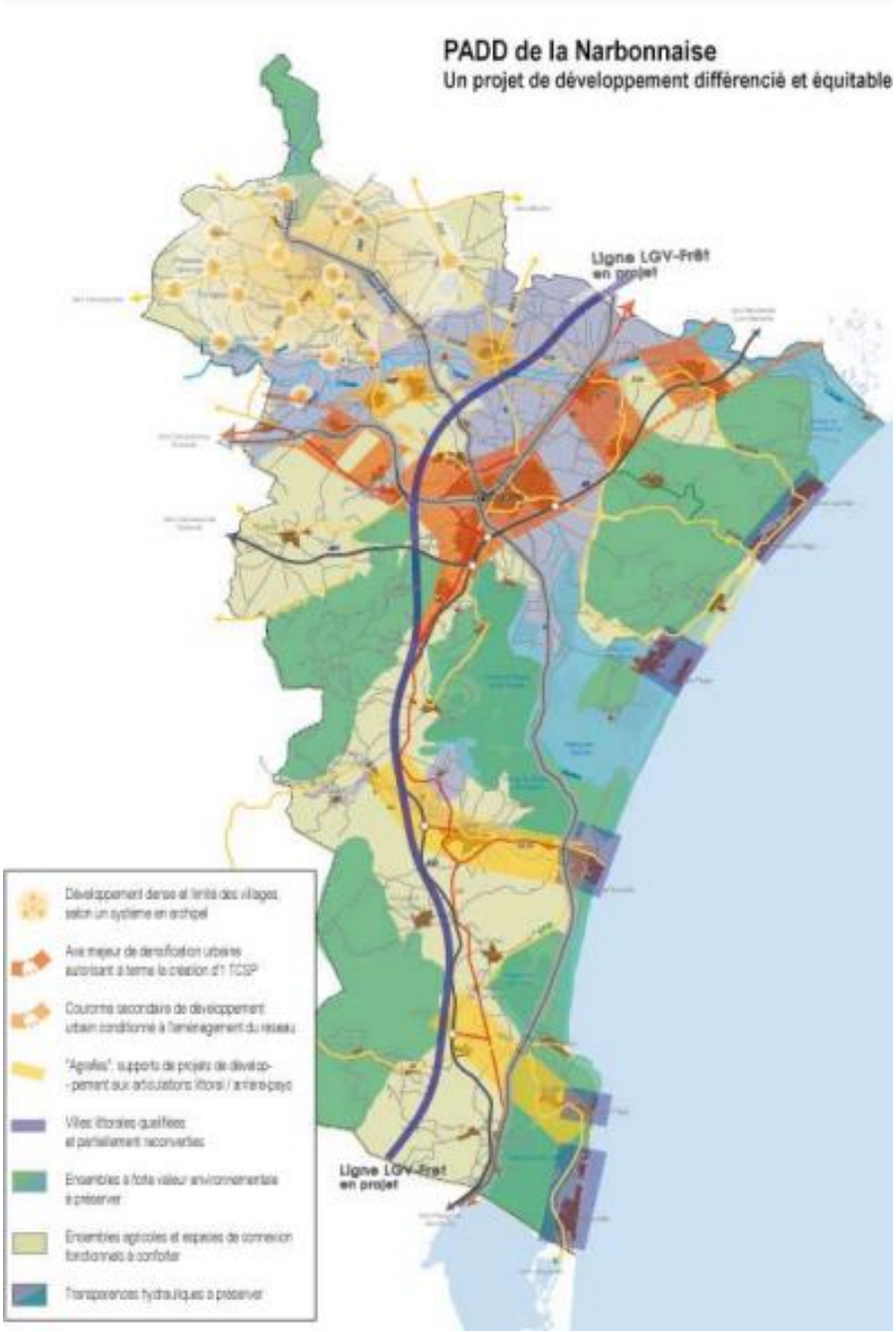
Cette réflexion a orienté la méthodologie de travail et la nature de notre apport au projet. Nous avons choisi de réaliser un état des lieux des formes d'engagement et des perceptions du territoire narbonnais auprès de ses habitants. Cette base de données serait une ressource précieuse pour l'association et les initiatives à venir.

Nous avons ensuite soumis cette démarche à Ecolocal, qui nous a laissés libres de mener notre travail comme nous le souhaitions. Concernant notre planning de travail, nous avons réussi à nous positionner dans un cadre préexistant puisqu'il s'est structuré en fonction des dates clefs fixées par l'association et de notre mode de faire, puis a été adapté selon notre avancement. Nous avons donc mené une démarche continue entre le mois d'octobre 2015 et le mois de janvier 2016, avec des périodes de terrain (première immersion, travail de terrain, restitution) et des périodes de travail à distance lors

desquelles il s'agissait de préparer en amont les périodes de terrain et de traiter les informations ainsi récoltées.

b. S'imprégner du territoire

L'étude du SCoT de la Narbonnaise, approuvé en novembre 2006, nous a permis de cerner les marqueurs de l'identité du territoire et d'identifier les enjeux relatifs au narbonnais et à la ville-centre, qui structure le territoire. Portrait d'une ville marquée par un déclin économique, une fracture générationnelle, une fuite des ménages en périurbain, une maitrise foncière problématique face aux risques environnementaux…



1. La narbonnaise et son identité

Localisée dans le département de l'Aude, la commune de Narbonne, particulièrement étendue (173 km^2), est une commune littorale. La ville-centre est localisée à une quinzaine de kilomètres de la côte, dans une zone de plaine séparée de la mer par le massif de la Clape à l'est. Au sud se trouve une zone d'étang, à l'ouest le massif des Corbières et au nord la plaine de l'Aude. Le rapport de présentation du SCoT de la Narbonnaise présente l'identité du territoire.

Un lieu de passage

Du fait de sa situation géographique, Narbonne est un lieu de convergence et de passage obligé des flux qui traversent le bassin méditerranéen. La ville a une fonction de nœud routier entre l'axe est-ouest et l'axe nord-sud. Cet espace d'articulation structure et organise depuis 2 500 ans le territoire, forgeant son aptitude à gérer la multiplication des contacts et à tirer bénéfice de leurs retombées économiques (commerces et échanges), et démographiques. Cette identité, depuis longtemps associée au rôle structurant de la ville centre de Narbonne, s'est peu à peu transformée en une notion purement fonctionnelle de « l'eurocorridor » que représente la Languedocienne (A9).

Une tradition viticole

La ville est associée à une tradition agricole millénaire, tournée sur la viticulture et la viniculture, où la Narbonnaise a excellé et s'est épanouie au sein d'une agriculture audoise toute aussi fructueuse. La Narbonnaise est « une mer de vignes » qui représentait au XIXème siècle 90 % de la surface cultivée de l'arrondissement de Narbonne dont elle était devenue l'unique culture et l'unique industrie. Aujourd'hui, la vigne représente toujours 75 % de la surface agricole utile (SCoT de la Narbonnaise, 2006).

2. *Les enjeux identifiés dans le SCoT*

Une forte pression démographique liée à une attractivité qui se maintient

La commune a un poids démographique conséquent puisqu'elle compte 52 800 habitants contre plus de 125 000 habitants pour la communauté d'agglomération, répartis dans 39 communes, faisant de ce territoire le plus peuplé du département. Le territoire fait ainsi face à une forte pression démographique depuis la fin des années 1980, avec une progression de 0,7% par an contre 0,4% dans l'Aude.

Il faut souligner que cette forte pression démographique est en grande partie liée à une arrivée massive de retraités venant passer leur retraite dans le sud de la France. En effet, la part des plus de 60 ans est en constante augmentation depuis les années 1980. L'attractivité du territoire est contrastée car le Narbonnais (avec sa ville centre, Narbonne) attire moins, au profit des deux zones situées aux extrémités du territoire : les communes littorales (particulièrement au sud), et l'arrière-pays, notamment le Ginestacquois qui a enregistré une augmentation importante de sa population de 10%. La polarisation et l'hégémonie de Narbonne n'ont cependant pas décliné : plus de 75 % de la population du SCoT est toujours concentrée sur l'agglomération narbonnaise.

Un taux de chômage élevé et une paupérisation du territoire

En dehors d'une activité viticole importante, la deuxième activité économique est le tourisme durant la période estivale, qui n'offre que des emplois saisonniers, souvent précaires et dont l'avenir est incertain : cette activité représente 2 600 emplois (dont 65 % dans la restauration) soit 5 % du nombre total d'emplois offerts dans la zone, dite « en équilibre fragile » *(Source : INSEE 2012).* Peu d'activités sont génératrices d'emploi. Le territoire se trouve en effet dans une situation de déclin économique face à la concurrence des territoires voisins et offre peu de perspectives d'avenir. Le taux de chômage est particulièrement élevé (20,6% en 2012 selon l'INSEE) et après la Seine-Saint-Denis, le département de l'Aude se trouve être le deuxième le plus pauvre de France avec 12,3 % de pauvres, bien au-dessus de la moyenne nationale qui s'élève à 7,8% *(Source : Observatoire des inégalités).*

Narbonne et son territoire sont marqués par une fracture à la fois générationnelle et économique. Ainsi, il existe des disparités importantes en matière de pouvoir d'achat et de niveau de vie : le chômage des jeunes est préoccupant, l'afflux de retraités relativement aisés entrainent une augmentation du pouvoir d'achat, tandis que sur certains secteurs apparaissent des formes de précarisation de la population. C'est le cas de la ville-centre de Narbonne qui concentre 66 % du parc de logements locatifs (fortement concentrés dans la Communauté d'Agglomération de Narbonne), 81 % de logements collectifs, et accueille 84 % des logements sociaux collectifs. A Narbonne, les logements sociaux sont localisés dans les grands ensembles d'habitat social et dans le centre ancien, qui connaît depuis plusieurs années un processus de déqualification et de paupérisation.

Un vieillissement de la population accentué par la fuite des plus jeunes

Il faut noter que Narbonne doit faire face au problème d'une croissance démographique qui varie en fonction de la saisonnalité. En écho à plusieurs territoires du bassin méditerranéen, la part des plus de 60 ans est en constante augmentation depuis les années 1980 (+ 13% entre 1990 et 1999). La population âgée est concentrée sur le littoral. Par ailleurs, la part des moins de 20 ans stagne entrainant un vieillissement de la population.

Ce processus, qui devrait se poursuivre, est accentué par la fuite des populations jeunes vers des territoires et des communes économiquement plus dynamiques. Les jeunes peu qualifiés rejoignent des communes à caractère plus industriel qui recherchent de la main d'œuvre, ou des pôles de formation, comme Béziers ou des pôles régionaux. De plus, Narbonne et son agglomération ne constituent pas réellement un pôle universitaire ou une « ville étudiante ». Les étudiants sont donc peu représentés sur le territoire, la majorité d'entre eux préfère étudier à Montpellier ou dans d'autres villes proches.

Un étalement urbain à l'origine d'une pénurie foncière

La forte pression démographique évoquée précédemment est à l'origine d'un étalement urbain accentué par la fuite des ménages en périphérie et la prévalence du modèle de la maison individuelle, ainsi que le développement des constructions de résidences secondaires. Ainsi, l'offre secondaire est quasiment équivalente à l'offre à destination des populations permanentes. L'urbanisation est particulièrement forte dans les espaces littoraux et l'arrière-pays narbonnais. La plaine littorale connaît une propension à consommer toujours plus d'espaces naturels pour les besoins conjugués des voies de communication (projets de doublement de l'autoroute A9, de ligne TGV, de transfert hydraulique en direction de la Catalogne) et de l'urbanisation (principalement l'habitat individuel et les réseaux), qui consomme environ 30 km par an au détriment des espaces agricoles notamment. Par conséquent, l'ensemble du territoire connait une situation de pénurie foncière.

Un territoire naturellement vulnérable très urbanisé

La première contrainte est d'ordre naturel : ce sont les inondations. Le territoire du SCoT est largement soumis à ce risque naturel, sur environ 24 % de sa superficie (219 Km^2). De nombreux espaces sont classés en zone inondable. Narbonne, située dans la plaine, est immédiatement concernée.

L'artificialisation des sols augmente ce risque rendant difficile l'écoulement des eaux et ne permettant plus aux sols de l'absorber correctement. À ceci s'ajoute des changements liés au climat avec une modification des précipitations ces dernières années avec des pluies plus rares mais beaucoup plus violentes. Ces éléments conjugués rendent les inondations toujours plus importantes et ce phénomène devrait s'accentuer dans le futur.

Le narbonnais est marqué par des disparités très fortes de densité, qui confirment la saturation, l'importante demande et la forte pression foncière qui pèsent sur les communes les plus inondables. Le littoral Narbonnais, très exposé aux risques, enregistre une densité de 147 habitants/km^2, alors que le Sigeannais et le Ginestacquois, secteurs les moins exposés aux inondations, enregistrent respectivement des densités de 60 et 75 habitants/km^2.

c. Sélection des terrains

Le choix des terrains répond aux enjeux du territoire que nous avons identifiés. Une pré-sélection a été réalisée, puis un diagnostic orienté par quartiers nous a guidés dans la sélection finale. La sélection des quartiers ne répond pas à une représentativité de la situation territoriale ni à une exhaustivité. L'objectif de la sélection était de se confronter à la diversité des problématiques rencontrées sur le territoire, c'est-à-dire en termes méthodologique, retrouver les enjeux développés dans le diagnostic. En effet, nous faisons l'hypothèse que les enjeux territoriaux ne se présentent et ne se vivent pas de la même manière selon le lieu de résidence. Aussi, nous avons sélectionné des quartiers qui présentent chacun un ou plusieurs enjeux identifiés dans le diagnostic.

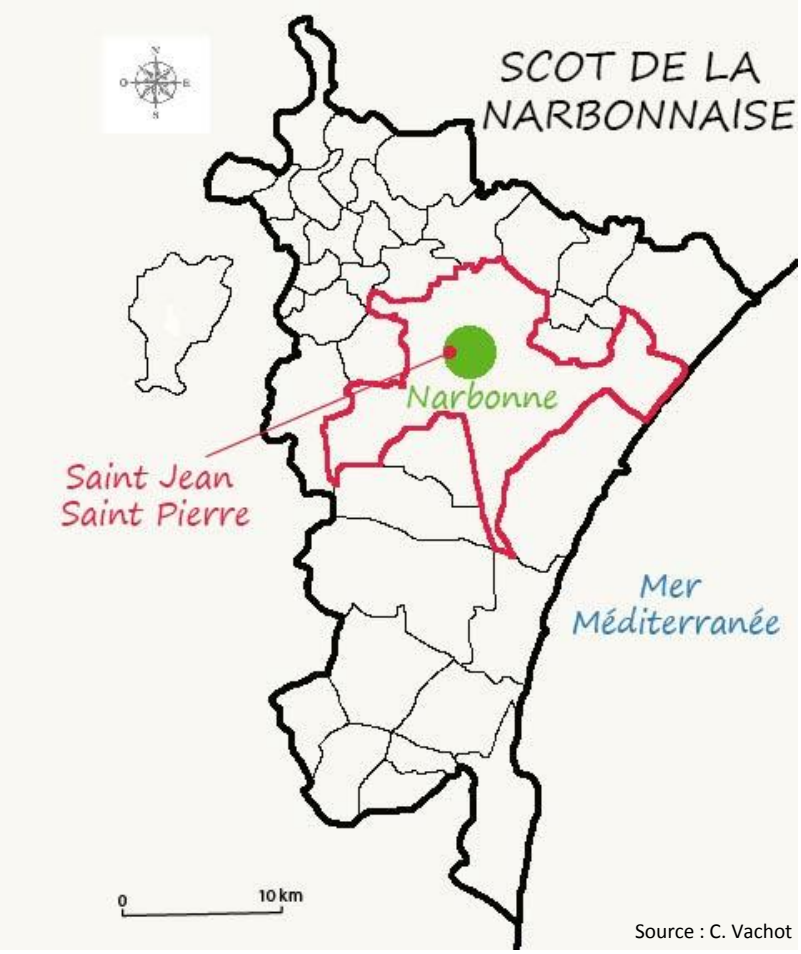
Ces sont des quartiers ayant des caractéristiques diverses en termes de situation socio-économique, d'enjeux environnementaux, urbains, de situation géographique et administrative (et donc indirectement politique, puisqu'il existe un marqueur politique fort à l'échelle de la ville et de l'agglomération, les deux échelons administratifs connaissent de forts clivages politiques).

Concernant les critères de sélection, le principal critère était l'adéquation avec les enjeux identifiés lors du diagnostic. A ces fins, il s'agissait de sélectionner différents types de territoires d'un point de vue géographique et urbain, ce qui nous permettait de ne pas se concentrer sur la ville de Narbonne et d'élargir l'analyse. Le diagnostic nous a permis d'identifier la composition sociale des quartiers, et nous avons choisi d'enquêter des populations diverses afin d'obtenir une complémentarité des profils (CSP, niveau de vie, profession, etc.). Enfin il a fallu prendre en compte le critère d'accessibilité au site : pour des raisons pratiques, les quartiers devaient être accessibles en transports en commun de préférence.

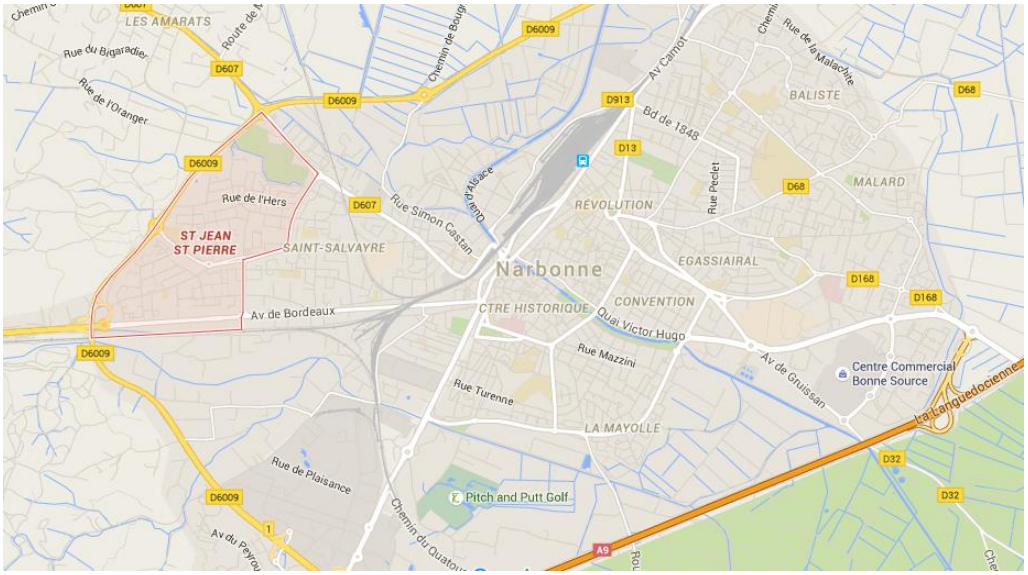
Les terrains sélectionnés

❖ *Saint-Jean Saint-Pierre*

Le quartier Saint-Jean Saint-Pierre, comptant plus de 6 000 habitants, est situé au sein de la ville de Narbonne. Sa particularité est d'être classée en Zone Urbaine Sensible (ZUS) et c'est pourquoi nous l'avons retenu, en faisant l'hypothèse qu'il rencontrait de ce fait des problématiques spécifiques. Lors de la première prise de contact sur place, nous avons rencontré les représentants de l'Arche, association d'éducation populaire de Saint-Jean Saint-Pierre qui nous ont fait part de leurs actions en faveur d'une plus grande égalité socio-éducative. Ce quartier est composé de quelques zones pavillonnaires et de grands ensembles de logements collectifs, dont un grand nombre de logements sociaux. Comme beaucoup de quartiers classés en politique de la ville, c'est un quartier présentant d'importantes inégalités sociales, notamment des faibles revenus, un taux de chômage important et des difficultés d'insertion professionnelle. On y trouve une importante mixité générationnelle mais à l'inverse de l'ensemble du territoire, la part des jeunes est plus importante.



Source : C. Vachot



Localisation du quartier dans la ville de Narbonne
(Source : Géoportail)

Narbonne-Plage

Narbonne-plage est une station balnéaire située à une quinzaine de kilomètres de la ville-centre, sur le littoral. Le quartier s'étend en front de mer sur 5 km le long d'une grande plage. Du fait de son statut de station balnéaire, le quartier est soumis à de fortes variations démographiques et économiques saisonnières et vit à deux vitesses au cours de l'année. En effet, si la population annuelle tourne autour de 2 500 habitants, est multipliée par douze l'été et s'élève à 30 000 en juillet et août. Narbonne-plage est composée principalement de zones pavillonnaires avec de nombreuses résidences collectives, de commerces et d'équipements liés à la fonction touristique du quartier. On trouve au sein de la population une prédominance des retraités, souvent issus de CSP (catégories socioprofessionnelles) supérieures venant passer leurs retraites à Narbonne-Plage.



Source : C. Vachot



Image satellite de Narbonne-plage
(Source : Géoportail)

❖ ***Montredon-des-corbières***

La commune de Montredon-des-Corbières est une commune du Grand Narbonne localisée à six kilomètres à l'ouest de Narbonne avec une population de 1 450 habitants. Nous avons choisi ce quartier pour son caractère villageois et la prédominance de l'habitat pavillonnaire : la majorité de son tissu urbain correspond aujourd'hui à des zones pavillonnaires. Ancienne commune viticole, elle est constituée d'un petit bourg ancien avec très peu de commerces. La part des personnes âgées est relativement importante mais on trouve également des familles avec enfants, et les CSP supérieures y sont bien représentées. Beaucoup de ménages d'actifs travaillent sur Narbonne et donnant un caractère de village dortoir à la commune.



Source : C. Vachot



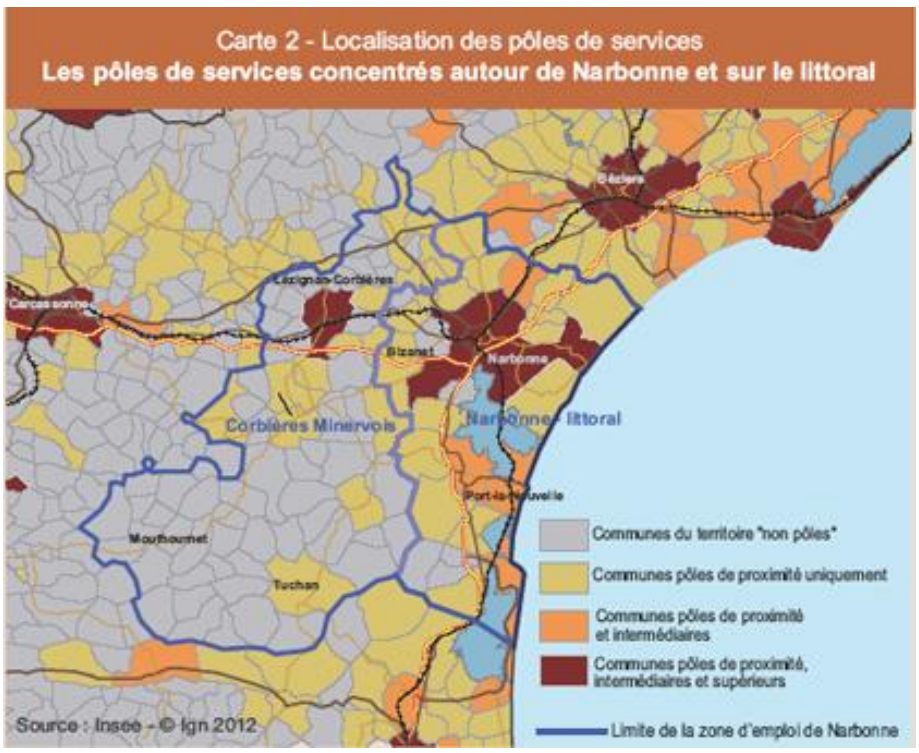
Le tissu à dominante pavillonnaire de Montredon
(Source : Géoportail)

❖ ***Lézignan-Corbières***

Lézignan-Corbières est une commune localisée à une vingtaine de kilomètres à l'ouest de Narbonne, dont la population s'élève à plus de 11 000 habitants. Nous avons choisi cette commune car elle est située non loin de la ville-centre, et entretient de fait des liens importants avec Narbonne, mais elle se trouve en dehors du Grand Narbonne, ce qui la place dans une situation politique distincte des autres quartiers. La commune est considérée comme un pôle de proximité intermédiaire par l'INSEE. Elle se situe dans le bassin d'emploi de Narbonne. Le centre-ville est constitué d'un bâti ancien relativement dégradé et de commerces de proximité, entouré de zones pavillonnaires et commerciales plus récentes. La part des plus de 65 ans est importante mais on trouve aussi des ménages avec enfants. Il faut également souligner qu'une importante communauté gitane est présente sur la commune.



Source : C. Vachot



II. Elaboration d'un protocole d'enquête

a. Recueillir la parole habitante par des entretiens

Afin de recueillir les données nécessaires à notre travail d'analyse et au dispositif participatif final, nous avons réalisé un protocole d'enquête qualitative qui prenait la forme d'entretiens avec les habitants des quartiers concernés. La distance géographique est rapidement apparue comme un frein à notre démarche. Etrangers au territoire, à ses habitants et à ses institutions, notre capacité d'action était limitée.

Ainsi, comment inclure les habitants même les plus éloignés des scènes d'expressions, les faire participer sans passer par un cadre institutionnel qui orienterait les réponses ? Comment justifier notre démarche auprès d'eux ? Nous souhaitions réaliser notre travail de terrain sans intermédiaire et en choisissant notre mode d'organisation. Il nous fallait être au plus près du vécu du territoire, et aller à la rencontre des habitants pour recueillir leur expérience. Le parti-pris a été de monter un protocole d'enquête qui exclut au maximum les intermédiaires possibles puis de conduire une analyse basée sur la parole des habitants en essayant de se tenir au plus près de leurs expressions pour ne pas lisser les propos et trahir leur discours.

De fait, nous avons opté pour une enquête à domicile, sous la forme d'entretiens semi-directifs relativement longs (une heure et demi en moyenne) avec des questions ouvertes ou semi-fermées afin de réaliser un état des lieux des rapports des narbonnais à leur territoire. Il était important que ces entretiens prennent la forme d'échanges entre l'interrogé et le binôme d'étudiants afin de faire émerger des idées structurantes et des représentations, ainsi que des expériences personnelles ou des exemples concrets. Nous avions donc envisagé des entretiens par binôme au domicile de la personne en faisant du porte-à-porte ou en interpellant des passants. Ce mode d'administration visait à permettre une expression ouverte des individus (la plus libre possible) en limitant au maximum les contraintes de temps, de lieu ou de tierces personnes. En conduisant l'entretien à deux, la discussion et la prise de notes s'en trouvaient facilitées. Cela a également permis de répartir les questions et les relances entre nous.

b. La grille d'entretien

Au lieu d'un questionnaire figé, le choix a été fait de produire une grille d'entretien suffisamment modulable pour être adaptée au contexte et à la spécificité des réponses de la personne enquêtée (grâce à la diversité des relances notamment). Dans ce travail, l'aide des doctorantes Aurore Dudka, Mathilde Girault et Isabella Tomassi a été précieux. Elles nous ont soumis une grille d'entretien élaborée selon les thèmes que nous avions retenu préalablement avec des questions hiérarchisées (questions majeures, questions secondaires et relances). La grille se composait d'une quinzaine de questions ouvertes avec deux ou trois grandes questions pour chacune des quatre thématiques de l'entretien. Elle incluait une accroche de présentation de notre démarche générale : statut, cadre

universitaire, etc., nous aidant dans la manière d'interpeller les habitants et justifier notre démarche auprès d'eux.

Les grands thèmes de la grille ont émergé au fur et à mesure de notre réflexion sur le projet, alimentée par un travail bibliographique, des expériences individuelles antérieures et les premiers contacts au terrain lors des rencontres organisées en octobre par Ecolocal. Les nouvelles formes de l'engagement et la justice socio-spatiale avaient orienté en premier lieu notre travail. Les deux autres thèmes choisis (les enjeux territoriaux, et le vécu et les représentations du changement climatique) découlaient logiquement du premier axe qui est devenu *in fine* la ligne directrice de notre étude. Le but était de pouvoir identifier les formes d'engagement politique selon les thèmes mobilisés, leurs justifications et selon quels territoires d'identification.

Ainsi, le déroulé de la grille reprenait-elle ces quatre grands axes.

Les formes de l'engagement

La première entrée sur les formes de l'engagement, partie la plus conséquente dans la grille d'entretien, a constitué le thème transversal de notre travail. Dans une première question introductive, l'enquêté était invité à proposer sa définition de l'engagement. Par la suite, nous cherchions à caractériser l'engagement que pouvaient ressentir les personnes avec une deuxième question sur les implications dans des structures associatives, syndicales ou politiques, dans des collectifs en somme. Une troisième grande question traitait des pratiques de l'engagement ordinaire comme les choix de consommation alimentaire, les choix des modes de transport, le parcours résidentiel, la vie de quartier, etc.

Les enjeux territoriaux

Le deuxième thème de nos entretiens visait à interroger l'état des enjeux territoriaux actuels pour les habitants et à différentes échelles. Quelles visions les habitants ont-ils de leur territoire et des enjeux auxquels celui-ci est confronté ? Quelles en sont les causes et évolutions pour l'agglomération et pour les autres espaces représentés ? Comment se projettent-ils dans ces territoires ?

Vécu et représentation du changement climatique

Une partie des questions de la grille a été dédiée à la problématique du changement climatique. Nous avons insisté dans cette partie sur les perceptions et l'expérience du changement climatique afin de savoir si les individus se considèrent eux-mêmes, ou leur territoire, concernés par ce phénomène dans leur quotidien et s'ils se sentent plus ou moins concernés que d'autres. De plus, les représentations du changement climatique ont été interrogées, ainsi que les imaginaires autour du changement annoncé. Qu'est-ce que cela révèle de la manière dont les habitants appréhendent le lien à leur territoire ?

La justice sociale, spatiale et environnementale

Le dernier thème abordé porte sur la justice sociale, spatiale et environnementale. Deux grandes questions ont émané de ce dernier thème de questionnement : quelle serait la définition que se font les enquêtés de la justice, et quel est leur degré de satisfaction face à cette justice. Deux interrogations introductives qui permettront de développer des exemples de sentiments ou d'expériences d'injustice

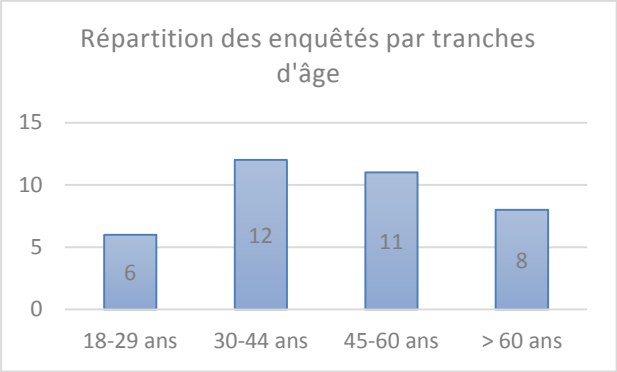
et d'inégalité, mais également sur des perspectives, des sentiments de justice sociale, spatiale et environnementale en rapport avec les enjeux développés précédemment.

c. Le travail de terrain

Le travail de terrain s'est déroulé du 10 au 13 décembre. Nous avions initialement prévu de répartir les sites par binôme d'étudiants. Ainsi, chaque couple d'étudiants aurait effectué la totalité de ses entretiens sur le même site en quatre jours. Cela avait l'avantage de mieux connaître chaque territoire. Nous avons finalement opté pour un travail en commun (un site par jour) pour des raisons logistiques. Il aurait été difficile de se rendre sur les sites les plus éloignés au cours du weekend et préférable de pouvoir mettre en commun nos expériences et nos difficultés au fur et à mesure de notre avancement. Ce fonctionnement garantissait également une diversité des points de vues, des ressentis des étudiants pour un même site.

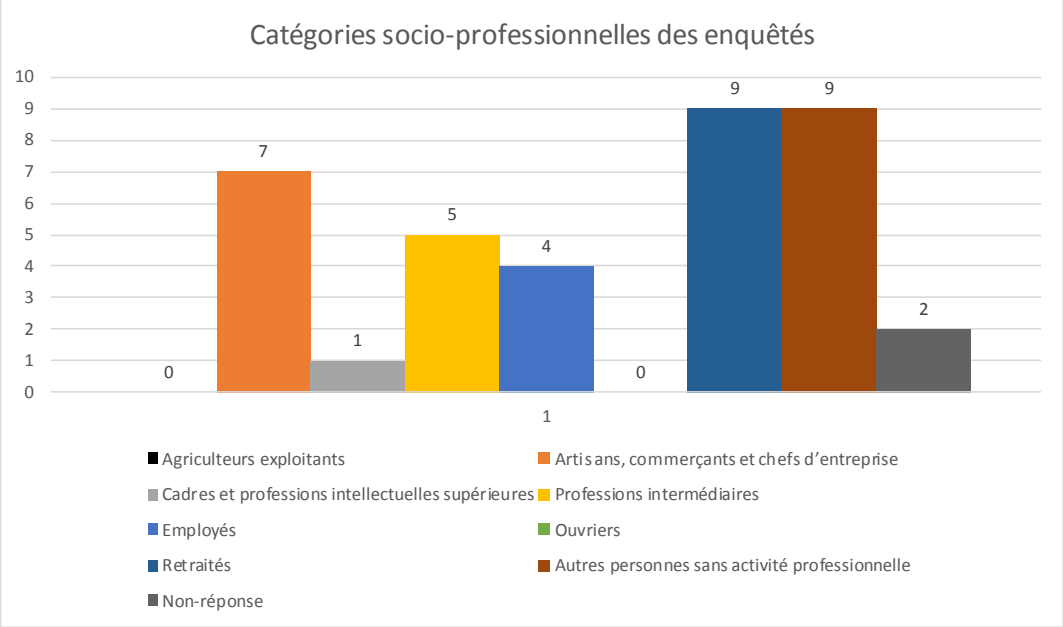
L'objectif était de produire environ huit à neuf entretiens par site (deux entretiens par jour et par binôme), pour constituer une base de données conséquente, soit 37 entretiens pour l'ensemble du terrain à la fin de l'enquête. Les entretiens ont été menés au porte-à-porte pour la plupart, dans la rue pour certains (bancs, perrons, etc.) et quatre par l'intermédiaire de l'Arche, association d'éducation populaire dans le quartier Saint-Jean Saint-Pierre. Pour ces-derniers, des rendez-vous avaient été convenus à distance auprès de membres de l'association. Les rencontres ont eu lieu au domicile des personnes mais également dans les locaux de l'Arche. Un dernier entretien a été réalisé auprès d'une présidente de conseil de quartier intéressée par notre travail et qui avait contacté Ecolocal pour échanger avec nous.

Un point-étape à mi-parcours, a permis d'évaluer notre avancée, les biais engendrés jusque-là, la répartition des enquêtés (structure des âges, CSP, etc.). Le choix d'une méthode qualitative nous a offert un cadre d'enquête peu contraignant. Nous n'avons préétabli aucun échantillon précis reprenant la structure sociodémographique de la population locale. L'enquête ne visait pas une représentativité statistique. Mais pour permettre une diversité des profils (et donc potentiellement des réponses), il a été convenu entre nous de dresser un tableau des personnes enquêtées en spécifiant leur âge, leur sexe, leur CSP, etc. pour aboutir à un nombre équivalent de personnes interrogées entre les différentes catégories. Mené en parallèle de notre travail de terrain, ce panel « basique » a permis de prévenir des disproportions, des manques dans certaines catégories et d'y remédier sur le site suivant. Au final, les différents terrains ont permis de pondérer les premiers résultats mais pas d'aboutir à un ensemble cohérent.



Nous avons interrogé presque autant d'hommes que de femmes. Mais, sur la base des classes d'âges que nous avions définies sur le terrain, nous obtenons la répartition suivante, avec une surreprésentation des 30-44 ans et des 45-60 ans parmi les personnes interrogées.

En définitive, la majeure partie des interrogés sont des actifs. Seuls neuf personnes sont des inactifs (retraités) mais on trouve autant d'actifs inoccupés. Néanmoins, les ouvriers et les agriculteurs sont absents de ce panel. L'avis de ces CSP demeure inconnu et de fait, le protocole que nous avions mis en place témoigne de difficultés à toucher toutes les catégories socio-professionnelles.



d. Retour sur quelques difficultés rencontrées lors des entretiens

Malgré une bonne préparation, nous avons manqué de temps pour nous approprier la grille d'entretien et nous ne nous y sommes familiarisés individuellement qu'une fois sur le terrain. Cela a pu poser des problèmes méthodologiques lors de nos premiers entretiens : confusion entre les questions de différentes parties, énonciation des titres avant les questions, présentation approximative de la démarche...

Afin de rencontrer tant les actifs que les inactifs, il nous fallait effectuer des entretiens le week-end. Le terrain du samedi s'est bien déroulé mais le dimanche nous avons connu des difficultés pour trouver des gens qui acceptent de nous répondre. A Montredon, le contexte d'élections régionales n'a pas aidé en créant une confusion entre notre démarche et une action politisée. Nous avons essuyé de nombreux refus ce jour-ci, mais dans l'ensemble nous n'avons pas eu de mal à trouver des personnes volontaires. En outre, l'actualité médiatique était marquée par un événement majeur concernant le changement climatique puisque la COP 21 se déroulait au moment de notre enquête. L'évènement a

donc été cité à plusieurs reprises pour évoquer le terme de changement climatique en l'associant de fait « au politique ».
Sauf refus, chaque entretien a été enregistré pour être retranscris par la suite et en retirer les paroles exactes des habitants. La phase suivante a consisté à traiter les données recueillies par des retranscriptions mots à mots des entretiens, en reprenant les questions et les thèmes de la grille puis d'une synthèse sous forme de fiches-portraits (résumé par grands thèmes et citations marquantes). Cette étape a été concomitante au travail d'immersion afin de reporter les informations le plus tôt possible. Ensuite, nous avons pu débuter une autre phase dédiée à l'analyse par terrain en compilant les entretiens de chaque site et enfin en croisant les résultats obtenus. Une synthèse globale a ainsi émergé de ces analyses croisées.

III. Résultats thématiques

Après une première étape d'analyse par terrains des contributions recueillies lors du travail d'enquête, le croisement de ces premières analyses a révélé ce que nous avons appelé des « lignes forces », soit des tendances transversales à tous les terrains d'enquête. Nous avons choisis de présenter ces enjeux communs par thématiques. Nous avons également pris le parti de noter certaines exceptions de discours, propositions individuelles ayant particulièrement retenu notre attention, et soulevant, si ce n'est l'unanimité, des questionnements intéressants.

a. Les enjeux territoriaux

Lors de nos entretiens, nous avons abordé les enjeux territoriaux au travers de trois interrogations :

- Nous avons d'abord demandé aux personnes interrogées de nous parler de leur lieu d'habitation ;
- Puis, nous les avons fait s'exprimer sur ce qu'étaient, selon elles, les enjeux propres à leur territoire ;
- Enfin, nous avons voulu savoir comment elles envisageaient l'avenir de leur territoire ? Comment elles imaginaient l'évolution de leur commune et de leur région dans quelques années ?

Préalable
A la première question, les personnes interrogées ont été quasi unanimes, hormis trois personnes sur Lézignan-Corbières qui souhaitaient déménager pour cause d'insécurité, toutes ont manifesté un fort attachement à leur lieu d'habitation. Les raisons invoquées sont diverses : la nature, d'abord, qui confère *« une qualité de vie »*, *« un cadre idyllique »*, le tissu social ensuite qui figure les attaches, *« les racines »* et enfin, dans une moindre mesure, l'organisation spatiale du territoire qui le rend commode et pratique.

La nature est de loin l'argument le plus souvent avancé pour caractériser l'attachement à leur lieu d'habitation. Le mot lui-même n'est curieusement prononcé que deux fois, mais il transparaît dans de

nombreuses descriptions. Ainsi, les personnes évoquent-elles cet environnement propice aux balades : *« la mer »*, *« le massif de la Clape »*, *« la campagne »* et *« la forêt »* auquel elles associent les termes de *« tranquillité* », de *« qualité de vie »* voire de *« liberté »*. Ce sentiment de liberté que suggère l'imaginaire de la nature traduit cette volonté (ou ce besoin ?) de se soustraire à une société hyper organisée. Il s'oppose en ce sens à la ville, construite, policée. Le *« calme »* d'un environnement peu bruyant rend le *« lieu paisible »* et attractif. A travers la clémence du *« climat »* et le *« grand air »* marin que certain qualifie d'*« air pur »*, la nature est encore sous-entendue.

Les liens sociaux que les personnes ont tissés sur le territoire sont le deuxième facteur d'attachement. Familial, ce lien assouvit la volonté d'un ancrage territorial, se nourrissant notamment d'une quête identitaire. Ainsi, l'une des personnes interrogées voit dans son futur retour dans le quartier Saint-Jean Saint-Pierre, à Narbonne, la possibilité de se rapprocher de ses racines. Amical et associatif, ce lien contribue à la rencontre et au partage. A l'échelle d'un quartier ou d'un village, il peut donner vie à des territoires et les rendre attrayant. C'est ce que nous ont rapporté des habitants de Montredon-des-Corbières et de Narbonne-Plage.

Enfin, l'organisation spatiale du territoire est aussi un élément d'attachement à celui-ci. Ainsi ressort-il de nos entretiens que la *« proximité des commerces »* est un élément déterminant dans le choix résidentiel des personnes. Le centre-ville de Narbonne, très commerçant, lui confère un aspect *« vivant »* résolument attrayant. A l'inverse, le délitement des activités commerciales de centre-ville au profit de lointaines, laides et inaccessibles zones commerciales inquiète et incite au déménagement. A Lézignan-Corbières, par exemple, une retraitée nous a fait part de son désarroi et de ses inquiétudes face à l'inaccessibilité de la zone commerciale pour les personnes dont la mobilité est amoindrie. A l'échelle plus vaste du Narbonnais, plusieurs personnes ont évoqué combien il leur était précieux d'être connectées par le fer et la route à de *« grandes villes »*. Certains voient dans cette position de carrefour un réel atout de développement économique, une raison de plus de croire en leur territoire, une raison de plus d'y être attaché.

Les enjeux territoriaux

En exprimant leur attachement au territoire, les habitants nous ont également livré leurs inquiétudes. La préoccupation des personnes interrogées la plus prégnante est celle de l'emploi. L'apathie économique du narbonnais invite les jeunes à aller chercher du travail ailleurs vidant le territoire de ses *« cerveaux »*. Cette fragilité économique est doublée d'une fragilité sociale. C'est la deuxième ligne force que les personnes ont exprimé. Enfin, les gens nous ont souvent fait part de leurs inquiétudes quant à l'aménagement du territoire.

❖ *L'emploi*

La publication des chiffres de l'INSEE sur le taux de pauvreté en France écorne la fierté qu'ont les gens d'appartenir à ce territoire. Classé troisième[1] département le plus pauvre de France, certains le qualifient de *« sinistré »*. L'économie, en grande partie basée sur la viticulture, le tourisme et l'artisanat

[1] Article de l'Indépendant du 3 juin 2015. http://www.lindependant.fr/2015/06/03/l-aude-3e-departement-le-plus-pauvre-en-france,2039591.php – L'Aude est classée *3ème selon les chiffres 2015. La Haute-Corse est désormais deuxième.*

n'offre que peu d'opportunités ; *« les jeunes s'en vont »*. La saisonnalité de l'activité touristique et viticole *« précarise »* même les emplois. Si pour certains la viticulture prend de l'importance et contribue à dynamiser le territoire, d'autres font l'amer constat qu'elle nourrit moins de familles qu'autrefois. A Montredon-des-Corbières par exemple, on nous rapporte qu'il n'y a désormais que cinq viticulteurs alors qu'il y a peu, on en comptait cinquante ! La taille des exploitations et le coût du foncier agricole rendent les reprises difficiles ; *« il faut beaucoup d'argent pour s'installer. Si on n'a pas papa avant avec ses terres, c'est très dur »*. La solution doit être politique ; *« un jeune qui veut s'installer, être son propre patron, on devrait faire quelque chose ».* Plusieurs partagent l'idée qu'il faudrait de l'industrie, de grandes entreprises mais beaucoup conviennent que la mondialisation n'est pas favorable à de telles implantations ; ni à Narbonne, ni nulle part en France. Le ton est aussi teinté d'impuissance face à une Europe dirigiste et normative. *« Les lois ne sont plus à 100% françaises »* ; ce manque de souveraineté est parfois tenu pour responsable. Si la majorité pense que la solution ne dépend pas d'elle, certains estiment que chacun *« peut* [contribuer à] *dynamiser un territoire, ce n'est pas uniquement l'affaire des acteurs économiques, ou des élus politiques ou des organisations professionnelles et syndicales »*. Réveiller *« la belle endormie »*, la faire rayonner en profitant de sa position de carrefour, c'est ce que suggèrent certaines des personnes interrogées. Le tourisme et la culture sont souvent évoqués comme des leviers de développement économique. La culture permet bien plus que cela. Deux personnes parlent de l'Occitanie comme moyen de créer une identité collective et de faire territoire.

- ***Le social***

Depuis une dizaine d'années, le narbonnais est l'objet d'incivilités, de petite délinquance et de cambriolages nourrissant un sentiment d'insécurité. Cela est exprimé sur l'ensemble des terrains hormis Narbonne-Plage.

A Lézignan-Corbières, les personnes interrogées s'offusquent de l'installation en centre-ville d'une population gitane toujours plus nombreuse. Elle représenterait 30% de la population Lézignanaise[2]. Une femme de 70 ans estime que Lézignan-Corbières est *« envahi par les gitans »*. Ces deux dernières années, des gitans chassés de grandes villes comme Cannes sont venus gonfler les chiffres et les rumeurs quant à un possible arrangement électoral avec le maire. Un homme d'origine marocaine nous livre que des tensions entre populations gitanes anciennement établies et récemment arrivées sont perceptibles ainsi que des tensions entre les communautés maghrébines et gitanes.

Dans le quartier Saint-Jean Saint-Pierre, le repli communautaire est aussi évoqué. Un homme d'une trentaine d'années dit que *« tout le monde vit reclus entre culture et origine similaire »*. Un autre jeune homme déplore l'absence de mixité sociale à l'échelle de bâtiments, voire du quartier. Selon lui, le vivre-ensemble est la condition nécessaire à la cohésion sociale de la ville. Certaines personnes nous parlent de la petite délinquance qui s'installe au pied des immeubles symptomatique d'une génération désœuvrée. Un autre ajoute qu'il *« y a des jeunes qui veulent aller travailler, rentrer dans la vie active mais ils connaissent pas tout ça »*. Cette délinquance inquiète ; *« on n'est plus tranquille »* dit une

[2] 9% d'après des propos tenus en 2012 par le Maire Michel MAIQUE dans le midi-Libre. http://www.midilibre.fr/2012/01/28/delinquance-venue-d-ailleurs,449731.php

retraitée.

A Montredon-des-Corbières, l'oisiveté des jeunes est aussi pointée du doigt dans les incivilités et les vols.

On ressent du fatalisme chez beaucoup de personnes interrogées. L'impression de ne pas avoir de prise sur ces questions sociales : c'est la « *société* ». Pour certain, « *il n'y a plus de valeurs, c'est la société qui a changée, c'est comme ça* ». *« Avant c'était plus strict* » (exemple de la structure familiale, de la figure du maitre d'école, du père etc.). Le retour aux valeurs et au sens commun passe par l'éducation. L'école a un rôle de premier ordre à jouer. « *Les jeunes doivent être mieux accompagnés, il faut un retour à l'enseignement de la morale et l'instruction civique, base de la vie en société* ». *« Le soutien civique est très important ».* Certains pensent « *que nos politiques pourraient avoir une réponse plus adaptée pour que ces jeunes ne restent pas dans le délaissement »*. « *Les politiques locales doivent leur permettre de se sentir utile* ».

- ***L'aménagement du territoire***

La question de l'aménagement du territoire est revenue plusieurs fois dans nos échanges. Principalement sur Montredon-des-Corbières où de grands projets sont à l'étude, mais aussi à Narbonne-Plage qui aimerait lutter contre la bétonisation d'un environnement vulnérable et dans une moindre mesure à Lézignan-Corbières où le développement de la zone commerciale se fait au détriment des commerces de centre-ville. Partout les gens évoquent le risque d'inondations et le facteur aggravant d'imperméabilisation des surfaces. Les caprices de l'Aude de 1999 ont traumatisé durablement la population.

La ligne nouvelle Montpellier-Perpignan, infrastructure ferroviaire à grande vitesse traversera la commune de Montredon-des-Corbières. Une gare doit y être construite. Vécue comme une opportunité par certains, elle n'en suscite pas moins quelques inquiétudes, tout comme le Médipôle, une grande clinique high-tech. Les craintes exprimées sont celles de perdre le caractère vigneron de leur territoire. La consommation d'espace viticole de ces nouvelles infrastructures expose en effet un peu plus le village à ce risque, mais pour la majorité, l'enjeu économique qui se joue là, supplante ces considérations. Les personnes interrogées expriment avec déception le fait que leur village se pare des attributs d'une « ville-dortoir ». L'urbanisation est rapide, *« je ne reconnais plus personne »* nous dira une vieille dame.

A Narbonne-Plage, c'est la question environnementale qui est soulevée par la *« bétonisation »*. *« Ca a beaucoup changé, ça s'est beaucoup construit depuis 1989 à Narbonne-Plage »*. Avant, il y avait *« beaucoup d'étangs, de bosquets et d'olivier, etc. Maintenant, il n'y a que des maisons »*. *« La loi littoral […] protège »* le front de mer mais l'appétit de *« un ou deux promoteurs »* a raison des vignobles.

L'aménagement du territoire est une préoccupation que l'on a retrouvée à Lézignan-Corbières. Une vieille dame nous a fait part de son regret de ne plus avoir aucune des *« huit boulangeries dans le quartier »*. Les commerces de proximités partent s'installer dans la zone commerciale en périphérie ; *« les trois-quarts des commerces s'en vont là-bas* », les rendant inaccessibles aux personnes ne conduisant plus. Sans qu'il s'agisse d'un enjeu à l'échelle du narbonnais, cet exemple symbolise la fuite

des commerces en périphérie des villes de petite taille.

La question de l'aménagement du territoire échappe aux personnes interrogées. Il leur semble que la question est purement politique.

A travers les enjeux territoriaux, c'est donc la question du changement qui est posée et le rapport à ce changement. Des actions doivent être menées pour revitaliser l'économie locale, raviver la cohésion sociale ou stopper l'urbanisme spéculatif. C'est alors, au fil des discours recueillis, un véritable plaidoyer contre une économie globalisée et capitaliste, ayant mis à mal le territoire narbonnais, qui semble se construire : des politiques contrôlées par le monde économique, une urbanisation spéculative, des conséquences sociales qui s'accroissent... Autant de conséquences vécues au quotidien.

Cités spontanément en réponse à la question des enjeux de leur territoire, ces enjeux sont prégnants et vifs dans les vies des habitants de la région.

L'enjeu du réchauffement climatique et les risques liés pour le territoire narbonnais, vulnérable aux vues de sa situation littorale, moins présent au quotidien, a été abordé souvent comme un sujet à part.

b. Vécu et représentations du changement climatique

La question du changement climatique a été abordée avec les habitants en trois séquences, à savoir :

- Dans un premier temps, nous leur avons demandé si le terme changement climatique leur était familier et dans le cas échéant, ce qu'il leur évoquait et si le territoire de narbonnais leur paraissait concerné.
- Ainsi, c'est le moyen par lequel ils ont été sensibilisés à la question du changement climatique et ses conséquences pour le territoire qui nous paraissait intéressant à relever.
- Enfin, nous avons voulu savoir comment ces personnes vivaient ces changements au quotidien et si cela influait peu ou prou sur leurs pratiques quotidiennes.

Il est à noter que le thème du changement climatique a été abordé dans un contexte particulier puisque le travail de terrain s'est déroulé en même temps que la COP21. C'est donc un sujet qui était particulièrement présent dans l'actualité et dans les discours médiatiques. Il faut donc souligner que les résultats auraient pu être différents si ce travail avait été réalisé à un autre moment.

La quasi-totalité des personnes enquêtées connaissent le terme de changement climatique même si ce terme évoque des choses différentes selon les cas. En effet, sa connaissance et son interprétation dépend de moyens d'appropriation différents, pouvant découler des expériences vécues, des perceptions et des ressentis au quotidien ou encore des discours des médiatiques et politiques à ce sujet. La perception et la représentation du changement climatique dépend des imaginaires de chacun,

de leurs modes de vie, de leurs parcours et leurs sensibilités propres. Ainsi, la vision que les enquêtés pourront avoir de l'impact du changement climatique sur leur territoire ne sera pas le même.

Cependant, on peut distinguer deux tendances principales s'opposant. Au-delà de l'opposition climato-sceptiques VS militant écologiste, la réponse aux deux dernières questions met en lumière un certain nombre d'éléments explicatifs intéressants.

Les représentations du changement climatique

La première tendance correspond aux enquêtés qui ne sont pas ou peu sensibles à la cause du changement climatique. Ces individus sont souvent sensibilisés à cette question par des discours extérieurs, notamment par les discours médiatiques, et cette sensibilité ne découle pas de leur propre personne et de leurs perceptions. Souvent le phénomène du changement climatique ne constitue pas un phénomène avéré et les enquêtés font preuve d'un certain scepticisme à cet égard, « *le changement climatique j'y crois pas trop... Je ne m'y intéresse pas* ». Ces individus ne constatent pas de changements sur leur territoire par des observations au quotidien, « *Je l'ai jamais constaté de moi-même mais j'en ai conscience du fait qu'on nous en parle beaucoup ».* Pour certains si un changement climatique était en cours il serait davantage dû à la cyclicité des ères climatiques, ceci traduisant une forme de méfiance quant aux discours médiatiques et politiques sur la question. Même concernant les inondations sur le territoire, certains enquêtés font preuve de scepticisme quant au lien pouvant exister entre un changement climatique plus global et les inondations seraient une caractéristique du territoire « *Je peux pas constater un changement radical en 30 ans, il y a eu des inondations par le passé. Est-ce qu'elles sont plus fréquentes? Je ne sais pas »*.

Au-delà d'un certain scepticisme concernant le changement climatique, une bonne part des enquêtés en accord avec cette tendance considèrent le changement climatique comme un phénomène lointain, à la fois géographiquement parlant mais aussi temporellement parlant. Ainsi beaucoup d'interrogés évoquent le changement climatique en premier lieu par référence à des catastrophes naturelles telles que des tempêtes, des tsunamis, des inondations ou encore la fonte des glaces, événements se manifestant dans d'autres régions éloignés du monde. Relayés par les médias, ils seraient des épisodes malheureux pouvant être « *de bonnes alertes* » mais trop éloignés pour les concerner directement *« dans notre région… disons la France globalement, nous ne sommes pas trop touchés »*. Le territoire n'est alors pas concerné, il n'est pas ressenti comme vulnérable par rapport aux changements climatiques. Si pour certains il serait possible que le changement climatique ait des conséquences futures au niveau local, ces dernières seraient lointaines temporellement, le territoire ne serait pas concerné dans l'immédiat et il n'y aurait pas d'urgence réelle et pas de risque imminent mais plus sur le long terme, pour les générations futures.

Ainsi pour ces enquêtés, le changement climatique constitue un phénomène lointain, géographiquement, temporellement et plus globalement lointain « conceptuellement », ne les touchant pas dans leur individualité, ne les concernant pas directement et donc politiquement. Ils ne sont donc sensibilisés à ce sujet que par des discours extérieurs, notamment médiatiques. Pour certains enquêtés on peut constater un sentiment pouvant aller jusqu'à de la lassitude vis-à-vis du sujet, trop présent *« On nous en parle sans arrêt à la télé », « Je suis consciente des problèmes climatiques, dès que vous allumez une radio ou la TV, on vous en rabâche les oreilles! ».*

La deuxième tendance qui se dégage par rapport à ce thème fait état d'une sensibilité particulière d'une partie des personnes interrogées au changement climatique, qui se sentent concernés et pensent le territoire comme directement touché. Ces personnes ont souvent une vision de ce sujet liée à un rapport expérientiel, de vécu et de constats de changements au quotidien.

Certains constatent en effet des changements dans la nature, c'est notamment le cas de personnes ayant un rapport particulier avec la nature, par exemple par la profession de viticulteur ou parce qu'ils sont amateurs de nature, et ayant une connaissance précise de l'environnement. Ainsi des observations vont pouvoir être faites en passant beaucoup de temps à l'extérieur, notamment sur la flore avec le constat de changements par rapport à des décalages dans les dates de floraison de certaines espèces, l'apparition de nouvelles espèces, des changements visibles dans le paysage, des changements en terme de précipitations et des décalages dans les saisons. Des modifications constatées peuvent également concerner des changements au niveau de la mer, des algues et de la température de l'eau. C'est notamment le cas de bon nombre des enquêtés à Narbonne Plage qui a plusieurs reprises constatent également une montée du niveau de la mer visible ces dernières années (« *la mer monte* »), le lieu de vie pouvant ainsi être à l'origine d'une certaine vision du changement climatique. Beaucoup de personnes âgées, ayant une période de comparaison de fait plus importante, sont également sensibles au changement climatique comparant la situation actuelle à « *avant* ».

Beaucoup expriment des inquiétudes vis-à-vis du changement climatique et considèrent le territoire particulièrement vulnérable. Ils ont une représentation du risque pour l'avenir du territoire qui se traduit de différentes façons, notamment *via* le risque de submersion à Narbonne « *ça peut amener pas mal de régions à disparaître, tout ce qui est bord de mer par exemple ici, l'eau va remonter et reprendre sa place ».* D'autres sont également inquiets par rapports aux précipitations et estiment que le manque d'eau est néfaste pour l'agriculture, par exemple du blé « *le blé c'est tout ce qui est les pâtes, la farines, c'est un produit essentiel pour la vie »* considérant qu'il sera impossible de produire en quantité et de nourrir la population.

Ainsi, ces enquêtés montrent une capacité à se représenter le territoire dans son devenir, à se projeter et faire des liens. Ils expriment un sentiment de crainte important, un pessimisme par rapport à l'avenir du territoire. Certains évoquent une potentielle « catastrophe » et des conséquences graves du changement climatique sur les conditions et les modes de vie. Des enquêtés considèrent en effet que « *on finira par payer l'addition un jour, on commence déjà à voir les répercussions directes. On va finir par devoir vivre dans la misère et dans des conditions de plus en plus compliquées »* ou encore que le changement climatique va donner lieu à *« des migrations de millions de personnes ».* Ceci traduit une mise en relation directe entre les changements globaux et l'impact qu'ils peuvent avoir sur le local.

Pour ces enquêtés il y a un besoin urgent d'agir pour limiter les risques mais beaucoup expriment un sentiment de désillusion vis-à-vis des discours politiques, notamment la COP 21, considérant que cela n'allait pas aboutir de véritables changements. Pour bon nombres d'enquêtés, ce serait aux *lobbies* industriels de changer car ils seraient la première cause du changement climatique. D'autre part, plusieurs enquêtés évoquent un sentiment d'impuissance d'action à l'échelle individuelle mais estiment que « *en groupe c'est possible* ». L'action collective est donc envisagée comme un moyen de lutter efficacement. Cependant certains expriment des doutes vis-à-vis de cette possibilité estimant que « *l'humain est égoïste et ne pense qu'à son bien-être à court terme, il ne voit pas les choses sur du long terme ».*

Le changement climatique, phénomène global, n'a pas été spontanément cité par les enquêtés lors des questions relatives aux enjeux territoriaux. En effet, il ne touche pas encore directement la vie quotidienne. Cependant, lorsque le sujet est abordé, beaucoup se sentent directement concernés mais aussi largement impuissants. Incroyance en les discours politiques pour changer les choses et impuissance individuelle, seule l'action collective semble pourtant prometteuse. Mais celle-ci doit être rapide et les individus ne semblent pas croire à la possibilité d'une mobilisation collective sur ces sujets. D'autres enjeux, dont les difficultés sociales et économiques – énoncées dans la partie « les enjeux territoriaux » –, touchent directement à l'intégrité des personnes et accaparent leur quotidien. La justice sociale et la reconnaissance de l'autre serait-elle la condition préalable nécessaire ?

c. La justice sociale, spatiale et environnementale

Après analyse, les réponses ayant trait à la justice sociale, spatiale et environnementale viennent largement corroborer les premières lignes forces dégagées lors de ce premier volet relatif aux enjeux du territoire. La justice a été abordée en trois temps :

- Les personnes interrogées nous ont d'abord défini ce que signifiait pour elles la justice dans son acception large : Quels registres de la vie quotidienne concerne-t-elle ? Quelles en sont les valeurs intrinsèques ? ;
- Ensuite, les personnes ont été amenées à exprimer leur sentiment quant aux actions menées pour assurer cette justice aujourd'hui : ainsi, sont-elles efficaces, suffisantes à leur sens ou au contraire, des injustices restent-elles sans réponse ?
- Et ainsi, quelle serait une justice idéale ? Quelles formes d'actions la justice devrait revêtir ?

Il faut toutefois mentionner le fait que thème de la justice a été abordé en dernière position, après celui des formes de l'engagement, des enjeux territoriaux et du changement climatique. Il intervenait donc après une heure d'entretien. De manière générale, les interrogés ont répondu brièvement à nos questions. De plus, nous avions rencontré des difficultés à nous familiariser à ce thème et aux interrogations soulevées.

La justice sociale, un enjeu primordial

Les personnes interrogées ont globalement une vision assez large de la justice. Ils considèrent en effet que la justice sociale est un moyen de lutter contre toutes les formes d'exclusion et de pauvreté. Que ce soit dans le quartier Saint-Jean Saint Pierre, à Narbonne Plage, à Montredon-de-Corbières ou à Lézignan-Corbières, les habitants ont témoigné leur volonté d'une égalité dans le territoire préalable à l'avènement de la justice sociale. Aujourd'hui, le sentiment d'exclusion renvoyant notamment à l'emploi, aux discriminations sociales, semble omniprésent et renvoie plus largement à l'exclusion politique.

Les résultats obtenus sur la thématique justice sociale, spatiale et environnementale nous ont permis d'identifier deux principaux enjeux pour les habitants.

Le premier enjeu soulevé par les personnes interrogées renvoie à la justice pénale, perçue de manière négative par la majorité. Le deuxième enjeu a trait quant à lui à l'importance des inégalités sociales sur le territoire notamment de richesses, à l'origine d'inégalités spatiales (*« les terrains inondables étant les moins chers, ils sont accessibles aux plus pauvres sans que ceux-ci sachent forcément.. » ; « on ne vit pas où l'on veut »)* et environnementales.

Les ressentis concernant la justice sociale, spatiale et environnementale

Durant les entretiens, la justice pénale est ressortie comme un sujet majeur et sensible. Beaucoup en ont une vision négative de la justice institutionnelle et pénale, car elle renvoie à une justice qui n'est pas juste, soit pas équitable et/ou inégalitaire. On note donc une certaine défiance de ceux-ci à l'égard de l'autorité judiciaire. Dans notre enquête, la justice pénale est quelque chose de vécu par les habitants, mais ils ont rencontré des difficultés à l'exprimer et l'aborder lors des entretiens, car ça évoque probablement une ou plusieurs situations douloureuses à évoquer et décrire pour certains enquêtés. Pour beaucoup d'entre eux, les valeurs de la justice ne sont pas respectées. Un habitant de Montredon considère que la justice a une utilité qui est de *« Punir, punir la personne qui fait quelque chose de pas bien »,* l'habitant nous montre que la justice doit être au cœur du fonctionnement démocratique de nos institutions. Il a une mauvaise image de la justice du fait de son expérience personnelle, à la suite d'un cambriolage, *« La justice, c'est une grosse merde ».* La solution, selon cet enquêté passerait par une justice plus juste en renforçant les règles afin de réduire ses défaillances. Ce discours est souvent revenu, et ce quelque que soit le terrain.

Punir la personne qui commet une infraction permettrait alors de « *payer sa dette* » envers la société. La solution face aux problèmes sociétaux passerait donc par l'autorité judiciaire qui détient ce droit de « punition ». L'importance des problèmes de délinquance et d'insécurité, abordés dans la partie sur les enjeux territoriaux, peut expliquer ces réactions et attentes à l'égard de la justice institutionnelle. Ainsi, l'autorité judiciaire doit maintenir l'ordre, protéger les citoyens et donc assurer la justice entre les hommes.

Les citoyens semblent avoir de plus en plus besoin de la justice au quotidien, car c'est parfois l'ultime recours contre les difficultés de la vie, la précarité, l'insécurité physique, économique ou sociale. Ils promeuvent donc une égalité pour tous devant la loi, c'est-à-dire de protéger et faire vivre les droits et les libertés. En faisant référence à un manque de protection des personnes et les droits des victimes, les personnes interrogées dénoncent la déconnexion entre la justice telle qu'elle est dispensée aujourd'hui et les réalités sociales contemporaines (*« Aujourd'hui on a des lois qui datent de la renaissance, donc elle n'est pas au goût du jour, elle n'est pas en avant avec la société actuelle, les lois sont complètement dépassées »)* nous dit un habitant.

Mais la justice pénale reste nécessaire pour faire reconnaître de nouvelles lois et d'être en corrélation avec la société. Les mécanismes actuels, jugés dépassés et opaques mériteraient donc d'être revisités. Cela passerait pour certains par une plus grande clarté dans les textes législatifs notamment. En effet, les termes employés, trop techniques ou spécifiques, rendent les textes de lois et les décisions alors prises difficilement accessibles pour tout à chacun. Ainsi, non compréhensibles, elles sont rejetées par les citoyens.

Les interrogés perçoivent également « *une justice à deux vitesses »* : une justice « pour les riches » et une justice « pour les pauvres ». La personne riche peut jouir du choix de son avocat. Selon l'interrogé,

l'équité de traitement doit être la base de la réflexion judiciaire. La justice doit être la même pour tous. Tous les enquêtés s'étant exprimés à ce sujet demandent une « *justice équitable »* entre les citoyens et du respect des droits de chacun. Chacun peut exprimer sa propre pensée en étant sûr d'être pris en compte sans être instrumentalisé par la suite et sans subir cette stigmatisation.

Des injustices quotidiennes (sociales, spatiales et environnementales) qui s'accroissent

En effet, la quasi-totalité de nos entretiens renvoie à un fort constat d'injustices et d'inégalités vécues au quotidien par les habitants.

On constate qu'une part des enquêtés dénonce à plusieurs reprises des inégalités sociales de plus en plus fortes notamment en terme de richesses. Les difficultés économiques (chômage important, grande difficulté à trouver un emploi, fuite des jeunes..) entrainent un accroissement de ces inégalités d'accès à certains droits fondamentaux et provoquent l'isolement. A Narbonne, la majorité des personnes sont victimes d'injustices économiques à travers les écarts de richesses.

Certains enquêtés souhaitent un changement total du système social pour mettre fin à ces disparités entre les personnes qui profitent du système et celles qui n'en profitent pas. Pourtant, les ¾ des personnes au chômage interrogées sont en situation de non-recours aux aides sociales, en ne demandant pas le Revenu Social Aidé (RSA).

On retrouve ces inégalités sociales en majorité dans le quartier prioritaire Saint-Jean Saint-Pierre et dans la commune de Lézignan-Corbières, où l'on dénonce soit la présence de certaines populations (notamment gitanes et maghrébines), soit leur stigmatisation et leur discrimination (*« on met toujours la faute sur ces populations* ») nous dit un habitant de Lézignan-Corbières. Certains évoquent des difficultés à s'insérer, à trouver un emploi du fait de leurs origines. Ainsi, le sentiment grandissant d'injustice sociale entraine une montée identitaire, du conservatisme et du rejet de l'autre.

Les actions menées ne sont pas satisfaisantes pour les habitants, car le système d'aujourd'hui ne permet pas de réduire les inégalités sociales. Les individus sont méfiants sur les actions politiques et étatiques car les promesses ne sont pas tenues.

La justice rêvée des citoyens

Dans les quatre terrains d'enquête, les habitants ont proposé des solutions pour réduire ces disparités sociales. Pour la plupart des enquêtés, la solution passera par un renforcement d'une justice sociale. L'égalité juridique face à la loi permettra de renouer avec l'accès aux droits pour tous.

La justice sociale repose, au-delà de l'égalité des droits entre les personnes dans la société, sur le partage d'un socle de valeurs communes permettant de « faire société », de s'intégrer dans la société et de s'y sentir bien.

Souvent, les problèmes de délinquance seraient rattachés à des problèmes d'éducation (scolaire ou parentale) mais aussi et surtout au chômage chez les jeunes**.** Ainsi, réduire les inégalités d'accès à l'emploi notamment permettrait d'intégrer ces jeunes dans la société. Aussi, « *les jeunes se sentent mis à l'écart dans la société* », nous dit-on, car les médias renvoient une image négative dans ces

territoires. Les médias agissent dans l'intérêt du politique, représentant un facteur de pouvoir pour les politiques.

Des dispositifs d'aides aux enfants et jeunes adultes de poursuivre leurs études sont également mentionnés, aides financières mais également soutien personnel. Ainsi, il faut *« redonner des moyens d'étudier et lutter contre le décrochage scolaire »* et valoriser les enfants.

Les combats pour réduire les inégalités ont longtemps porté sur le partage équitable des richesses dans la société. Aujourd'hui ils semblent davantage portés sur la reconnaissance par l'autre de son individualité et de son existence dans la société. La reconnexion avec les habitants, évoquée à plusieurs reprises, apparaît primordiale pour mener des actions collectives. Renouer avec le dialogue est la solution pour mettre fin à cette exclusion.

Face au désespoir, au fatalisme et aux tentations de repli sur soi que les inégalités sociales peuvent engendrer, les habitants veulent se rassembler pour créer une force collective afin de gommer ces injustices.

La justice sociale souhaitée se base alors sur le partage universel de valeurs jugées fondamentales pour vivre en société et se sentir partie de cette société : la solidarité, l'entraide, le respect d'autrui. Ainsi, l'action collective pour lutter contre les inégalités doit aller au-delà des administrations, la justice sociale étant l'équilibre de la société.

Ainsi, le thème de la justice et la vision qu'en ont les habitants, font directement écho aux enjeux de la région soulevés précédemment. Fragilités économiques et sociales accrues en toile de fond du territoire narbonnais aiguisent un sentiment d'injustice qui va crescendo. Les actions menées sont jugées largement inadaptées et donc inefficaces. La croyance en les politiques pour résorber ces problèmes n'est plus de mise.

Ces grandes lignes caractérisant le rapport des habitants à leur territoire, leurs représentations et leur vécu des grands enjeux propre à celui-ci, apporte des clés de compréhension sur les formes de l'engagement que ceux-ci déploient.

d. Les formes de l'engagement

Durant les entretiens, l'engagement a été questionné au regard de deux grandes formes d'engagement passant par :

- L'implication dans des organisations associatives, syndicales ou politiques, dans des collectifs qui renvoie au partage d'une idéologie commune motivant la construction d'une action collective.
- Des pratiques plus informelles, individuelles et renouvelées : les pratiques de la vie quotidienne, les choix de mode de vie, les comportements

Un rapport individuel à l'engagement, à son engagement dans la société

Les enquêtes ont démontré qu'il n'était pas possible de caractériser des typologies d'engagement par terrain ou par profil socio-économique donné. En effet, l'engagement prend sens au regard des valeurs et trajectoires personnelles, qui peuvent entrer en résonnance avec des aspirations communes. L'analyse des réponses a permis de dégager des grandes tendances quant aux représentations de l'engagement en général et de leur engagement personnel par les habitants. Celles-ci sont largement corrélées à la représentation de chacun du Politique aujourd'hui et de ce qu'il devrait être.

« S'engager c'est persévérer. C'est donner de soi.»

Cependant, dans les deux cas, s'engager renvoie à la notion de durabilité de l'implication, de persévérance, rendue possible grâce à la conviction des personnes interrogées dans l'action qu'ils mènent - qu'elle soit individuelle ou collective -. Il a en effet été souligné que *« l'engagement c'est aller jusqu'au bout, peu importe dans quoi »*, mais au-delà *« s'engager, c'est déjà aboutir à un projet et le suivre jusqu'au bout et le finaliser, tout en restant droit ».* S'engager c'est alors donner de soi. Intervient alors une dimension morale, faisant appel à un certain socle de valeurs individuelles pouvant être partagées collectivement.

Quelle implication dans une structure politique chez les habitants du territoire de Narbonne ? (Parti politique, syndicat, associations politisées, etc.)

Seules deux personnes sur les trente-sept interrogés sont engagées en politique. Cependant, le panel n'étant pas représentatif, l'analyse ne se focalisera pas sur le fait que seules deux personnes soient investies dans une organisation politique mais plutôt dans le discours presqu'unanime tenu par les autres, vis-à-vis de l'engagement politique (au sens institutionnel du terme).

Un sentiment de désillusion partagé en le Politique et un désengagement politique

Le constat d'un sentiment d'incroyance, de désillusion, voire de défiance généralisée à l'égard du monde politique, provenant d'une déception croissante à l'égard des décisions prises par les pouvoirs publics, explique ce désinvestissement des habitants en politique.

Deux registres de critiques sont néanmoins à distinguer selon les échelles territoriales – nationales/supranationales et locales – et les représentations du pouvoir qui se jouent derrière.

Un premier volet de critiques dénonce l'inefficacité de la politique nationale. Ce sentiment de désillusion quant aux pouvoirs publics nationaux s'explique également par une déconnexion entre les idéologies portées par les différents partis et les réalités quotidiennes, ou même un manque d'idéologie des partis aux-même : *« Je dirais presque, que peu importe le parti, on a toujours des promesses qui sont des illusions. J'ai l'impression que ça n'avancera pas, c'est un peu comme dans l'écologie, on en fait des tonnes, et au final y'a pas grand-chose qui avance (sic). »,* voire de dégout : *« J'ai pas le temps et ça m'intéresse pas ça, la politique, que ce soit un parti ou l'autre, tous, ils sont tous pourris […] »*, qui entraine une résignation à un engagement dans une structure politique. Il est également fait référence à un assujettissement aux pouvoirs économiques et politiques supranationaux : décisions de l'Europe, multinationales, etc.

Un deuxième volet a trait à la politique locale, municipale. On dénote ici une certaine incroyance en la capacité d'action des élus locaux (faible marge de manœuvre, implication dans des affaires de corruption, etc.). La proximité géographique permet une proximité relationnelle, une personnification jouant pour beaucoup dans les représentations du pouvoir. *« Les politiques locaux après c'est différent, c'est des gens des villages, ils savent, et ils connaissent, ça n'a rien à voir avec la politique nationale, mais ils ont aucune marge de manœuvre ».* A l'échelon local, les élus sont connus (au moins visuellement), sont du terrain et donc en plein dans les réalités ultra-locales. Les critiques sont donc plus personnelles : déresponsabilisation ou au contraire sur-responsabilisation des élus locaux suivant le rapport entretenus avec eux.

On retrouve ces critiques essentiellement à Montredon-lès-Corbières, Lézignan-Corbières et Narbonne Plage, où la petite taille de la commune et l'interconnaissance que cela facilite, permet une proximité plus importante aux élus. Les discours émis à l'égard des élus de Narbonne ou du Grand Narbonne se présentent comme un entre-deux entre distance et proximité géographique, humaine, dans les enjeux et problématiques.

En bref, le sentiment est partagé sur le fait que les discours ne serviront pas à changer les choses. La politique devient dans l'imaginaire donc une somme de discours classés sans suite. Et encore, l'avenir ici semble plus à contenir qu'à espérer. Les idéologies portées ne rassemblent plus, ne fédèrent plus.

« On est pas là pour faire de la résistance, on en a ni l'envie, ni le temps. »

Face à cette désillusion, l'engagement politique devient alors une perte de temps et d'énergie. Si l'on considère que ce ne sera pas par cette voie qu'il sera possible de changer les choses, alors s'impliquer dans une structure ne sert à rien, à part brasser de grandes abstractions. S'engager politiquement n'est plus vu comme s'engager pour ses congénères mais s'engager pour sa fierté personnelle.

Le politique étant jugé comme complètement déconnecté des réalités locales, quotidiennes, il ne semble plus concerner la plupart des citoyens. *« C'est vrai que politiquement, les jeunes s'en foutent, ils veulent bosser. Soit ils ne se sentent pas concernés, soit y a personne pour les représenter ».* Cette représentation du monde politique comme d'une bulle opaque et imperméable aux aspirations des citoyens est presque toujours ressortie à Narbonne. Elle n'est cependant pas spécifique à Narbonne mais doit être observée comme une tendance nationale.

Egalement, l'engagement politique peut être vu comme un assujettissement aux idéologies politiques portées par les gouvernants. Ne pas s'engager dans des structures instituées est donc décrit comme un acte de défiance, de résistance à celle-ci. S'engager politiquement signifierait alors perdre sa liberté d'agir. *« Je ne fais pas parti d'une structure politique car j'aime trop ma liberté d'action pour suivre des mots d'ordres. Je sais ce que je veux, qui me défend mais je ne serai jamais d'accord à 100% avec quelque parti que ce soit* ». Les citoyens semblent avoir peur de fondre leur individualité dans un groupe embrigadé par les discours politiques. L'engagement politique, ou plutôt la démocratie représentative, se heurte alors à l'individualisme croissant de nos sociétés contemporaines.

Besoin d'actes politiques forts

Chacun a conscience que les discours politiques ne serviront pas à changer les choses et le sentiment des habitants d'être dupés, semble partagé. *« C'est grave pour tout le monde, d'autant plus pour les pays qui se trouvent au bord de la mer et qui risquent de disparaître. Les conséquences et les origines sont politiques mais tant que c'était loin, les politiques faisaient semblant de ne pas savoir. J'espère qu'il vont arriver à ce mettre d'accord »* (concernant la COP 21). On note dans cette critique le besoin de décisions suivies d'actes forts.

Malgré la défiance et l'incroyance, les solutions envisagées pour améliorer les problèmes actuels doivent émaner des politiques, seuls prometteurs de changement.

Parfois, la satisfaction actuelle de sa qualité de vie peut entrainer une crainte des transformations, pourtant nécessaires aux vues des évolutions sociétales. Lorsque les enjeux économiques, sociaux ou environnementaux sont forts, comme il a été fait état dans le territoire de Narbonne, la peur du changement est moindre. Ainsi, les habitants sont dans l'attente de mouvements profonds des politiques. *« Il est possible de participer, d'aller voir les gens directement. Il faut essayer d'interpeller les gens, les associations… (Mais) je pense que c'est à l'Etat, aux politiques d'agir. Nous, on a pas les épaules, on est petit à côté d'eux. Et on n'a pas assez d'argent.* ». Nous, citoyens, n'aurions pas la capacité d'agir, par manque de ressources et de pouvoir.

Ainsi, l'attente de politiques publiques volontaristes est-elle très forte, allant jusqu'à des demandes de changement total de système. Face à des enjeux comme ceux-ci, les citoyens sont demandeurs de discours et projets forts, assumés voire radicaux.

Egalement, les grands groupes industriels sont largement pointés du doigt notamment dans les enjeux climatiques. En effet, ils seraient par leur ampleur, les premiers responsables du changement climatique. *« C'est pas à notre niveau à nous en tant que particulier, c'est au niveau des producteurs qui font les emballages etc. qui devraient agir pour réduire l'emballage. ».* Ces injonctions passent ici par la promulgation de lois visant à réguler les actions des grands groupes. Les besoins fondamentaux et le bien-être doivent ainsi être replacés au cœur des décisions politiques. Aujourd'hui, les élus ne semblent plus vouloir remporter l'adhésion des citoyens. Ainsi, aucune promesse tangible n'est faite à destination des individus. Beaucoup se demandent comment nous en sommes arrivées là et tous revendiquent un changement profond dans la manière de penser et communiquer sur les décisions politiques.

Serait-ce une forme de déresponsabilisation de chacun face à des problèmes qui pourtant nous concernent ? Une opacité de la prise de décisions politiques qui éloigne les citoyens dans la réflexion autour de ces enjeux ? Face à cette dépossession idéologique des enjeux politiques : les citoyens sont-ils seulement dans l'attente ?

Quelle implication dans une structure associative pour les habitants du territoire narbonnais ?

L'engagement associatif : agir en faveur de son cadre de vie

« Je suis engagé dans une association car c'est apolitique et que j'aime rendre service aux autres. Il ne doit pas y avoir de politique en dehors des partis.»

Il ressort des entretiens une implication plus forte dans les associations locales (caritatives, de loisirs, sportives, d'éducation populaire, environnementales etc.). L'engagement dans une organisation associative semble jouir d'une bien meilleure appréciation, à condition qu'elle ne soit pas politisée. On dénote en effet des craintes quant à la possible gangrène des associations par les politiques, mettant d'autant plus en lumière la méfiance en « Le » politique. La notion de pouvoir semble être évacuée.

L'engagement sous forme associative n'est plus vu comme politique dans le sens où il se réfère à des actions concrètes répondant donc à des problématiques locales à l'échelle du quartier, du village. Il n'est souvent pas vécu comme un engagement politique à proprement parler mais un loisir, une passion à partager ou un devoir personnel d'agir pour son lieu de vie, ce en quoi l'on croit. *« Monter une association ouais. Ou si quelqu'un la monte, j'en serai ouais. (…) Tant que c'est une association humanitaire ».*

Une association œuvre généralement pour une cause définie et précise (sports, loisirs, animation, éducation populaire, etc.). Ainsi, les buts et objectifs de l'action collective sont clairs et ont un sens pour celui qui l'intègre, qui se retrouve dans les valeurs portées par la structure. Le sentiment d'œuvrer réellement, d'être utile semble être très important dans la compréhension de ce type d'engagement. L'engagement est donc perçu comme valorisant et valorisable en ce qu'il repose sur des choses concrètes, explicables et compréhensibles.

La notion d'appartenance à son territoire, à la société qui nous entoure

Les actions collectives menées dans le cadre de ces associations visent l'amélioration du cadre de vie, de l'environnement proche. Ainsi, le sentiment d'appartenance ou la volonté d'appartenir - dans le sens de faire partie de - au territoire motive alors la volonté de s'engager. La volonté de s'intégrer dans sa commune, d'entretenir une sociabilité ou d'œuvrer pour son territoire, sont donc autant de raisons qui motive l'engagement associatif chez les personnes entretenues.

Mais l'idée de s'engager dans une association peut également être perçue comme une « *perte de liberté* ». Il est surtout fait état d'un manque de temps, empêchant de s'investir dans un collectif. En effet, les contraintes horaires sont citées comme des freins majeurs.

Le sentiment d'exclusion de la société et d'invisibilité est également l'une des raisons d'une non-implication dans une organisation. Ainsi, plusieurs interrogés au chômage et dans une situation de non-recours aux aides sociales seraient enclin à s'engager dans une association mais ont besoin d'accompagnement. A ce tire, l'un d'eux déclare avoir réintégrer « le circuit » *via* son engagement bénévole dans une association, ayant besoin de faire quelque chose au quotidien, de se sentir utile.

En outre, les citoyens se sentant dépossédés, ne se sentent plus capables d'agir et d'être efficaces, car découragés face au pouvoir et l'indifférence des politiques et des puissants. Le manque d'engagement en atteste : *« ils votent de moins en moins, ils se syndiquent de moins en moins, ils délivrent de moins en moins de temps et de moyens pour le tissu associatif ».* Ainsi l'engagement dans une association, entre organisation et institution, semble parfois souffrir des représentations associées à toute organisation, véhiculant une idée de perte de liberté idéologique et de perte de temps.

Les personnes ne se reconnaissant pas dans les projets collectifs, ne s'y investissent pas. Aujourd'hui, les gouvernants ne semblent pas considérer les regroupements des citoyens, les associations comme

des interlocuteurs véritables. Ainsi, les personnes sont découragées face au pouvoir politique et s'engagent de moins en moins. Le changement de la part des politiques est un préalable primordial afin d'avoir une capacité à agir pleinement sur le territoire.

La désillusion en la possibilité d'agir en politique se traduit *via* le désengagement politique et un engagement apolitique sous forme d'actions concrètes pour son territoire, qu'il soit individuel ou collectif. Le besoin de se sentir utile dans son engagement vient corroborer cette idée.

Quelles autres pratiques témoignent de formes renouvelées de l'engagement « classique » ?

L'engagement ordinaire et somme d'actions individuelles : l'infra-politique en question

Si l'engagement dans une organisation partage, les engagements dits ordinaires passant par des pratiques et actions individuelles suivant des considérations personnelles se révèlent foisonnants au fil des entretiens. Considéré comme informel pour la majorité des personnes, leur engagement se réalise en effet au travers d'actions concrètes pour « *améliorer le futur* » en « *faisant son maximum* »**,** par des actions « *individuelles, quotidiennes, renouvelées ».*

Par cette vision renouvelée des formes de l'engagement, des enquêtés qui ne se revendiquaient pas comme « étant engagés » ont pourtant démontré un engagement personnel concrétisé par des actions dans le quotidien. L'engagement ordinaire se décline ainsi sous plusieurs formes, selon les convictions, sensibilités et valeurs personnelles au travers de la pratique professionnelle, des modes de vie (de consommation, de déplacement, etc.).

Le choix de son mode de vie (consommation, déplacements, sociabilités, etc.) : des partis pris dans les pratiques individuelles à destination de la maximisation de son bien-être individuel et collectif

Les choix concernant son mode de vie relèvent souvent du « meilleur » compromis possible entre ses considérations idéologiques et diverses considérations économiques, pratiques, de santé, etc.

Ils renvoient néanmoins, à des partis pris individuels sur sa relation à l'économie, à l'alimentation, à la nature et sont en cela hautement politiques. Ils expriment donc un engagement personnel au quotidien et une pratique renouvelée de la politique.

Alimentation : le bio oui, mais surtout le local !

Certains privilégient exclusivement les produits biologiques car ils sont le seul moyen pour eux d'avoir une indication fiable sur la qualité des produits. Ils expriment la volonté de se réapproprier ce qu'ils mangent, la confiance en le produit en lien à la santé. On a noté une prédominance des discours féminins, notamment de mères quant à l'importance de consommer des produits issus de l'agriculture biologique. Ces femmes relèvent souvent l'engagement que représente le fait d'être mère. Un engagement à vie pour le bien-être de son enfant et donc plus largement pour les générations futures.

Cependant, le « bio » fait l'objet d'une surmédiatisation ces dernières années, engendrant de fait un certain scepticisme. De nombreux grands groupes se positionnent sur ce « nouveau marché » et donne

une impression d'un effet de mode du « Bio », entrainant la même lassitude que tous les sujets rendus « in ».

Par ce scepticisme, c'est le système économique tel qu'il est aujourd'hui qui est critiqué. Au- delà du « bio », c'est le local qui est largement mis en avant.

Le retour au local : « faire marcher » l'économie de son territoire et se réapproprier son mode de vie

Concernant la consommation alimentaire, près de 70% des interrogés privilégient les produits locaux. Ce choix est exprimé comme un véritable engagement au quotidien, lorsque le choix de consommer des produits locaux traduit l'envie de reconnecter son mode de vie à son territoire, de faire marcher l'économie locale.

Ce choix est alors plus exprimé comme une résistance à la mondialisation, à l'économie globalisée : *« J'achète à l'épicerie du village. Je préfère payer 50 centimes de plus, j'en ai rien à foutre, je préfère le payer lui, que de payer aux grosses sociétés qui s'en foutent plein les poches, qui ne payent pas leurs salariés. Je préfère les commerçants du village* ». Ainsi, on note une défiance croissante en l'économie globalisée. Reprendre le contrôle de nos vies par la consommation, c'est bien là tout le défi que met en lumière le retour à l'économie locale.

Aussi, on voit se développer de véritable systèmes d'économies parallèles ancrés territorialement : l'apparition et le développement de monnaies locales, de Systèmes d'Echanges Locaux (consistant à échanger des services, des savoir-faire en créant du lien entre les citoyens) participe de l'expansion d'une économie collaborative. On se réapproprie donc l'économie par une connaissance des circuits qu'emprunte son argent. Ces nouveaux circuits locaux se développent dans le territoire narbonnais, et beaucoup sont à l'affût des possibilités offertes par cette nouvelle manière de consommer !

Se déplacer autrement : un choix à critères multiples

Les choix de mode de déplacements dans un premier temps sont également vécus comme des engagements personnels en faveur de la réduction des gaz à effet de serre et donc de lutte contre le dérèglement climatique. Cependant, le choix de modes de déplacements dits actifs (marche à pied, vélo) s'expliquent aussi pour des considérations plus personnelles : économiques, pratiques (gain de temps pour les déplacements courts, facilité de stationnement), ou de bien-être, etc.

Actions et pratiques du quotidien en faveur de l'environnement naturel

Egalement, on note un nombre important d'actions individuelles apolitiques en faveur de la préservation de l'environnement. *« En principe on respecte quand même la nature, on s'implique dans le tri des ordures ménagères de tout ce qui est au quotidien. Par rapport à ça dans la nature on fait attention».* Il est cependant à distinguer ici deux choses.

Des pratiques individuelles induites par l'institution et obligation sociale

Le tri et le recyclage sont autant d'actions menées quotidiennement par les personnes le mentionnant. Ils correspondent à des apprentissages induits par des « bons » comportements à adopter, promus par les pouvoirs publics. Ils découlent d'une responsabilisation de l'individu, qui est alors montré du doigt

par la société s'il n'applique pas ces règles, dans une vision manichéenne de la chose (« trier c'est bien, ne pas trier c'est mal »). Descendantes, ces pratiques normées renvoient donc à une obligation sociale. Assimilés à une obligation venant des pouvoirs publics, et pas de son propre chef, ces gestes n'ont pas forcément de sens pour l'individu, qui soit néglige de le faire, soit refuse par défiance au pouvoir. L'investissement personnel de ce type d'engagement est limité et ces actions se sont muent en des automatismes, des gestes du quotidien.

Pratiques liée à son attachement à l'environnement naturel ...

Le respect, l'attention à la nature sont des notions qui ont été largement mises en avant. En cela, il est entendu le fait de ne pas jeter ses déchets dans la nature, ou de ramasser ceux des autres. Ainsi, voir des détritus joncher un sol naturel n'est pas supportable. Ces pratiques sont alors induites par une sensibilité personnelle à la nature et à sa préservation. En effet, la tendance est d'autant plus forte dès lors que les individus sont sensibilisés à l'environnement *via* leur lieu de vie, leurs loisirs ou leur profession. Des critiques sont ainsi largement formulées à l'égard du tourisme de masse notamment à Narbonne Plage notamment, qui entraine une dégradation de l'environnement importante.

Ce respect pour son environnement donne lieu à un engagement personnel dans la préservation de son lieu de vie.

Engagement qui peut se muer en entreprise collective : ainsi, dans le cadre de l'association Narbonne Plage, un ramassage des détritus sur la plage est mis en place chaque année.

... Pour un autre rapport à la nature

Au-delà, c'est le rapport à la nature et à son environnement proche qu'il faudrait pour certain réapprendre. *« Ce qu'il faut, c'est être vraiment naturel. C'est pas bio ou écolo, c'est la nature. Et en étant et en protégeant la nature et en faisant du naturel, c'est comme ça qu'on arrivera à sensibiliser et à préserver son environnement. »*. Beaucoup de contributions ont rapporté des engagements en lien avec la préservation de l'environnement naturel. Le respect de la nature et plus largement de son cadre de vie est en effet placé au-devant des actions individuelles dans bon nombre d'entretiens.

Manque de dialogue, individualisme, égoïsme, etc. quelle possibilités de mise en œuvre d'une action collection ?

Certaines pratiques similaires s'expliquent parfois de diverses façons selon les individus mais aussi par une même personne au fil de l'entretien. Les paradoxes sont fréquents car manque d'un sens global, d'une cohésion d'ensemble de toutes ses actions soumises à différentes pressions et obligations personnelles. L'individualisation rend l'homme incertain pour reprendre Alain Ehrenberg.

Il ressort des entretiens une certitude que les gens ne sont pas prêts à s'investir collectivement pour une cause, faisant état d'un certain fatalisme. Plusieurs raisons sont énoncées pour expliquer ce manque d'agir en commun : un **«** *manque de communication* **»** notamment chez les jeunes qui *« n'arrivent plus à se parler».* Ainsi, « *on est tous très divisés et s'ouvrir aux autres ça c'est important, ça manque de dialogue, les gens sont trop renfermés, pas assez ouverts* ». L'individualisme séparerait les hommes et entraverait la possibilité d'une action collective : *« L'Homme est bête, la majorité des personnes pensent à leur plaisir perso qui passe avant le bien-être général. A part un intérêt financier je ne vois pas ce qui pourrait rassembler toutes les personnes. Pour un bien-être*

général, il faut mettre un peu d'eau dans son vin. Si on est tous réunis dans une seule et même cause, on est pas tous irréprochables donc chacun doit faire un effort pour aboutir à un résultat commun. » On peut noter dans la quasi-totalité des discours une utilisation fréquente des termes « les gens », les « jeunes », les « Hommes », permettant de s'exclure du sujet.

Ainsi tout le monde semble d'accord sur la nécessité d'agir en commun mais également sur le fait que les autres ne le veulent pas.

« Il faut que les gens reprennent confiance en leur capacité à agir, dans leur capacité à faire évoluer les choses, dans leur capacité à être solidaires. »

Pour répondre à cette représentation d'égoïsme généralisé, l'idée de capacitation *« à agir, à être solidaires » via* la valorisation des individus est une piste de réflexion émise à plusieurs reprises*. « Je pense qu'il faut aider les gens, mais en les aidant à ce que ça coûte moins cher […] en sensibilisant et en participant, si on peut, ou en rassemblant ».* Il faudrait alors *« valoriser les gens »* pour que chacun retrouve l'estime de soi.

Si l'engagement est parfois vécu comme immanent *: « Je n'ai pas le sentiment d'être engagé, je le suis. Ce n'est pas que des mots, je le vis tous les jours. Je suis programmé pour rendre service aux autres. »,* il fait surtout appel à une manière d'être et d'agir en société. Ainsi pour la majorité des personnes interrogées, s'engager renvoie au fait de *« s'impliquer dans la vie en communauté, tous ensemble (...) organiser de petites choses ».* Le besoin de *« renouer le contact »,* de *« créer des liens »* apparaît primordial. En effet, en écho aux représentations territoriales, la vie de village et la cohésion sociale sont présentées comme des facteurs importants dans le choix de son lieu de vie. *« Jamais je vivrai en ville et je viens jamais au centre-ville, parce que pour moi, y'a pas la cohésion, c'est pas le problème de la distance. »*

L'entraide, le partage, donner de son temps pour son prochain semble constituer un socle de valeurs qui, bien qu'énoncées individuellement, prennent une dimension universelle. Les liens de sociabilité permettraient de recomposer un espace social dense nécessaire à l'affirmation de chacun, à l'accomplissement personnel et donc à la volonté pour chacun d'agir pour ses convictions.

Ainsi, on veut choisir sa famille, ses amis, son lieu de vie, son mode de vie, etc. Ces choix sont loin d'être anecdotiques : à travers eux, on a besoin de construire notre propre récit. Mais l'invention permanente de soi, promesse de liberté individuelle, est corrélée à des horizons d'implosion individuelle et d'explosion(s) collectives[2]. L'enjeu est alors de donner la parole, rendre visible pour permettre aux individus de rassembler leur vie dans un récit qui fait sens, une histoire collective.

La reconstitution grâce notamment au numérique de communautés de partage et le fleurissement d'une économie collaborative sont bien preuve qu'un changement s'opère dans la façon de concevoir l'individualisme. Ainsi, en marge des discours politiques, on observe une somme d'actions et pratiques informelles, qui reconsidèrent les réponses aux enjeux économiques, sociaux auxquels les territoires

[2] Idée d'invention de soi développé par J.C. KAUFMANN dans KAUFMANN J.-C., 2004, *L'invention de soi. Une théorie de l'identité*, Armand Colin, Paris.

sont confrontés. Cette infra-politique permet alors de re-questionner notre rapport à la politique et à la notion du commun.

IV. Retour sur la journée du 30 janvier

a. Réflexion sur la tenue d'un évènement avec et pour les habitants

Très tôt après le début de notre implication sur le concours, l'idée a germé dans nos esprits de proposer une « restitution » dans l'espace public, sous forme d'un évènement dont la forme n'était alors pas encore définie. En effet, au-delà de la présentation prévue l'après-midi lors du Forum Habitants organisé par Ecolocal, il nous est apparu indispensable et logique d'amener notre démarche au plus près des habitants, de manière plus informelle. De fait, ce sont les premiers concernés par nos entretiens ainsi que par nos résultats. Nous souhaitions donc nous assurer de pouvoir nous adresser au plus grand nombre, et non pas uniquement aux personnes ayant prévu de se rendre au Forum. Dans un deuxième temps, nous souhaitions également trouver une manière d'échanger avec eux sur nos thèmes de travail et d'écouter ce qu'eux avaient à nous dire. En effet, nous avions imaginé qu'à la suite de la présentation de nos résultats, les habitants auraient envie de pouvoir s'exprimer, et que ces nouvelles contributions pourraient constituer un apport précieux à notre travail.

Dès notre retour de Narbonne, après les entretiens de décembre, nous avons donc commencé à réfléchir à la forme que pourrait prendre ce moment, pour être le plus favorable possible au dialogue avec les habitants. Après différentes propositions, plus ou moins innovantes, pertinentes et réalisables (théâtre, petit film, boîte à idées, crieur public, etc.) nous avons précisé les contours de cette matinée du 30 janvier, en optant pour la réalisation et l'animation d'un mur d'expression libre, procédé au final plutôt classique mais dont les caractéristiques semblaient correspondre à nos attentes.

Nous avons imaginé nous implanter dans un espace public de Narbonne, relativement central, idéalement un jardin ou une place, afin de marquer physiquement le territoire et signifier aux habitants notre présence et notre travail. De plus, cela constituait également une manière de faire connaitre l'association Ecolocal. Un mur d'expression, par ses dimensions et son aspect inhabituel, nous a semblé avoir la capacité à « faire lieu », et à attirer l'attention des habitants. Après quelques recherches de sites, nous avons choisi de nous installer au début du Cours de la République. En effet, ce lieu est à proximité immédiate de la place de l'Hôtel de Ville, point central et symbolique de Narbonne, ainsi que du canal de la Robine, porteur de sens pour les habitants. Ce cours arboré, bordé de restaurants et de commerces, devait nous amener à rencontrer de nombreux passants et promeneurs, d'autant qu'un marché se tient tous les samedis matins aux Halles toutes proches. De plus, ce lieu, à la fois central et relativement neutre, devait nous permettre d'avoir accès à une population diversifiée.

Le mur d'expression, en bois et mesurant environ trois mètres cinquante de long sur deux mètres de haut, a eu une double fonction. D'une part, nous y avons apposé une trentaine de paroles habitantes, extraites des entretiens réalisés en décembre, et recopiées sur des papiers colorés, agrafés de manière aléatoire sur toute la surface du mur. Nous avons affiché des propos relatifs à nos quatre thématiques – les formes d'engagement, les enjeux du territoire, le changement climatique, et la justice – afin que les axes de notre travail soient clairement visibles et que les personnes puissent en prendre connaissance. De plus, nous avons souhaité faire apparaître les propos les plus souvent énoncés, comme la question du chômage par exemple, tout en montrant une diversité de points de vue, afin de rendre compte des opinions souvent très contrastées des habitants. Nous avons également voulu faire

apparaître tant des constats, des ressentis, que des idées ou des pistes d'action à envisager pour faire bouger les choses. De cette manière, cela offrait la possibilité aux gens de s'identifier comme élément et acteur du territoire, ainsi qu'éventuellement celle de se reconnaître dans certains des points de vue exprimés.

D'autre part, le mur a eu vocation à inviter les habitants à s'exprimer, à accueillir leur parole et à lui donner une matérialité. Pour cela, nous avions préparé d'autres papiers colorés de différentes tailles, vierges cette fois-ci, sur lesquels les personnes pouvaient écrire ce qu'elles souhaitaient. Afin de faciliter la compréhension de l'évènement et de préciser l'axe de réflexion, nous avons inscrit une phrase d'accroche, inspirée de celle du Parlement des Jeunes de Grenoble : *« Un rêve, une colère ? Et si on repensait le territoire… ».* L'idée était là encore de laisser libre cours à la pensée, au coup de gueule, à l'utopie, en écrivant un message, une idée ou un constat.

b. Déroulement de la matinée du 30 janvier

Arrivés sur le site vers 10h, une dynamique d'échange s'est rapidement mise en place autour du mur d'expression, dès celui-ci installé. Le beau temps aidant, de nombreux personnes se sont arrêtées, curieuses de savoir ce qu'il se passait et qui nous étions, facilitant ainsi la discussion. Par ailleurs, nous avions préparé une soupe, faite à partir de produits biologiques et locaux – la plupart provenant de producteurs du massif de la Clape –, que nous offrions aux passants. Cela a contribué à créer une atmosphère chaleureuse et conviviale autour du mur d'expression, et à lancer la discussion avec les gens. De nombreuses personnes ont également échangé, voire débattu, entre elles, sans notre intermédiaire. Globalement, nous avons reçu un accueil très encourageant de la part des personnes rencontrées, beaucoup valorisant le côté positif et accueillant de notre initiative.



Nous pouvons estimer qu'environ une cinquantaine de personnes se sont arrêtées échanger avec nous, sur des durées très variables. En effet, certains voulaient uniquement avoir quelques informations sur l'évènement, tandis que d'autres souhaitaient vivement discuter, parfois sur des sujets moins directement liés à notre travail ; ainsi, un professeur d'histoire à la retraite est resté pour évoquer le passé de la ville de Narbonne durant une heure et demie. De nombreuses personnes se sont enquises de savoir si nous appartenions à une structure institutionnelle, politique, ou associative ; nous prenions donc soin de présenter l'association Ecolocal et d'expliquer notre positionnement dans le concours d'idées. Cette interrogation nous semble renvoyer tant à une croyance en le politique, qu'en une défiance à son égard. En effet, certains habitants étaient ravis de voir une initiative indépendante de ce type voir le jour, tandis que d'autres regrettaient que la municipalité ne mette pas en place ce genre d'évènement, pensant qu'une entité

provisoire comme la nôtre n'offrait pas autant d'impact. Par ailleurs, de nombreuses personnes ont souhaité savoir quelle allait être la portée de notre travail, et étaient fortement demandeuses de changement et d'évolution « *dans le bon sens* », dont notre action pourrait être l'origine.

Dans la plupart des cas, notre démarche a consisté à laisser le temps aux gens de s'approcher du mur, de prendre connaissance des contributions, tout en marquant notre présence par une première salutation ou un sourire. Selon l'attitude des personnes, nous entamions un échange en leur demandant ce qu'elles pensaient des messages laissés, ou en leur présentant notre initiative. Si elles ne l'avaient pas fait spontanément, nous leur proposions ensuite d'écrire quelque chose sur le mur, soit en les laissant s'exprimer tranquillement pour ne pas qu'elles se sentent jugées, soit en leur proposant de restituer un propos tenu durant la conversation, parfois en les aidant à mettre des mots ou à préciser leur pensée. Ces encouragements étaient souvent nécessaires ; certaines personnes n'osaient pas écrire, disant être d'accord avec les messages écrits mais n'ayant personnellement rien à dire, tandis que d'autres craignaient de ne pas utiliser les bons mots pour se faire comprendre. Ainsi, un homme d'une cinquantaine d'années nous a abordés et a spontanément évoqué son rejet du monde politique dans sa globalité, en disant vouloir « *mettre un bon coup de balai dans tout ça* » ; lorsque nous l'avons invité à exprimer cette pensée sur le mur, il a refusé, semblant signifier que cela n'était pas pour lui et que cela ne devait pas être écrit.

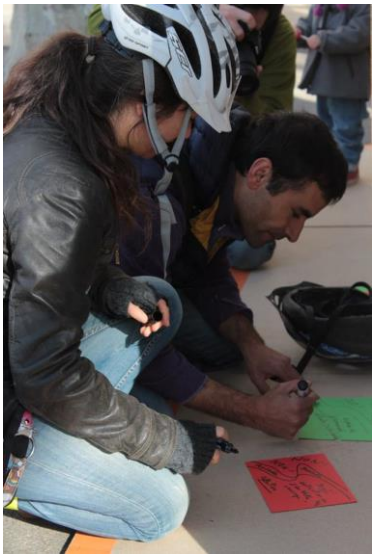


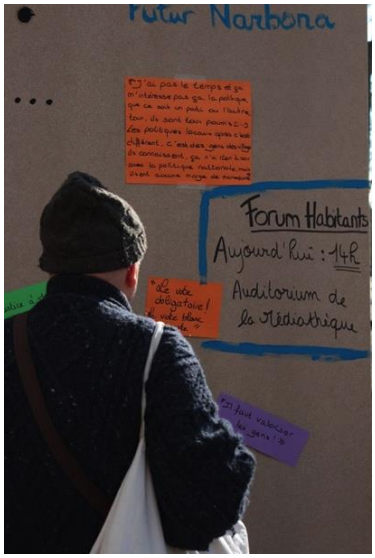




Nous avons pu constater une relative diversité des profils des individus s'étant arrêtés lire les messages ou avec qui nous avons pu échanger. En effet, nous avons conversé avec des jeunes, des adultes, des personnes âgées ; les personnes au-delà de cinquante ans semblaient cependant légèrement surreprésentées, sans qu'il soit réellement possible d'identifier si cela est dû aux caractéristiques démographiques de Narbonne ou au jour et à l'heure de notre installation. Nous avons également rencontré différents profils socio-professionnels, allant d'étudiants à des retraités, des chômeurs ou des actifs de différents secteurs. Enfin, comme nous l'espérions en nous installant dans un lieu central et passant, nous n'avons pas rencontré uniquement des habitants du centre de Narbonne, mais également des personnes résidant en zone rurale ou périurbaine et venues se promener ou faire des courses. Enfin, malgré la forte présence d'individus ne se sentant pas impliqués ou engagés de quelque manière que ce soit, il nous a aussi semblé que de nombreuses personnes abordées étaient impliquées dans des associations, qu'elles soient culturelles, sociales, caritatives ou sportives. Par ailleurs, nous avons échangé avec plusieurs personnes dont les centres d'intérêt se rapprochaient directement de

nos thématiques de travail, tel un couple de trentenaires ayant un usage intensif du vélo, ou un couple de quinquagénaire vivant dans une ancienne bergerie, cultivant un potager et produisant leur propre électricité.





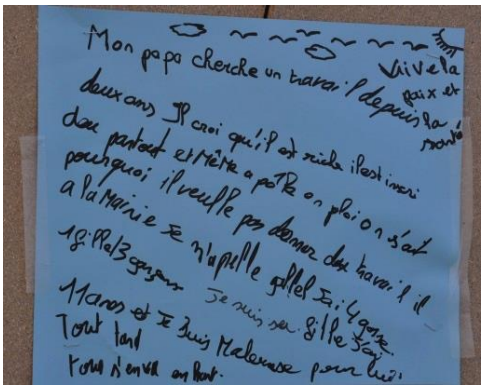
Au terme de la matinée, il nous a semblé pertinent de déplacer le mur devant la Médiathèque, où devait se tenir le Forum Habitants, afin d'une part que les participants puissent en prendre connaissance et d'autre part que de nouveaux contributeurs puissent s'y exprimer s'ils le souhaitaient. L'effet a là aussi été très positif ; malgré le fait qu'aucun d'entre nous n'était présent pour accoster les passants et leur présenter notre démarche, de nombreux messages ont été laissés sur le mur durant l'après-midi. Dès que nous passions agrafer de nouvelles feuilles colorées, celles-ci étaient rapidement remplies de messages. Les contributions ont certes été moins directement axées sur nos thématiques de travail, du fait de l'absence d'explication et de contextualisation de notre part. Nous avons cependant pu observer que de nombreuses personnes se sont arrêtées lire les messages.

c. Des contributions écrites en continuité des résultats de nos entretiens

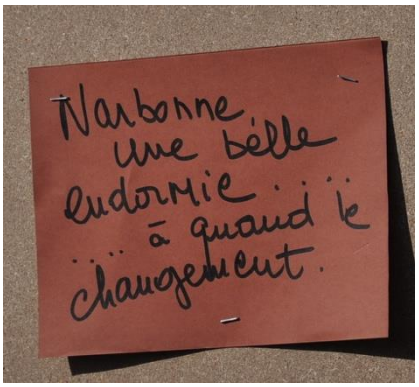
Au-delà des éléments recueillis durant les discussions, nous avons également collecté environ trente-cinq contributions écrites, laissées sur le mur le matin et dans une moindre mesure, l'après-midi pendant le Forum Habitants. Bien que certaines personnes allaient écrire spontanément et avec enthousiasme, d'autres ont eu besoin d'être davantage accompagnées et encouragées pour le faire. Cependant, la portée et la sincérité des messages reste la même, et ils ont le mérite de transmettre de manière claire l'idée que la personne souhaitait délivrer et faire connaître aux autres.

Nous pouvons déduire certaines conclusions à partir de l'analyse des contributions. De manière générale, il est possible d'entrevoir les grandes lignes déjà identifiées grâce à nos entretiens. Nous retrouvons les mêmes thématiques prédominantes, les mêmes préoccupations, les mêmes envies, et souvent, les mêmes idées et propositions. Le territoire constituant un commun, une continuité existe donc bel et bien entre les habitants interrogés durant nos entretiens, et les personnes rencontrées lors de la journée du 30 janvier. De nombreuses nuances se sont cependant exprimées, illustrant le vécu et les trajectoires individuelles de chacun.

Si l'on reprend les grands axes de notre travail, on peut observer que les personnes ayant choisi de s'exprimer sur les enjeux territoriaux ont particulièrement évoqué la question du chômage, problématique transversale à un large territoire ; on peut ainsi lire *« Plus de travail pour les jeunes »* ou encore « *Donner du travail aux jeunes, il y a de la matière à Narbonne. A réfléchir* ». Le lien fait par ces deux personnes entre chômage et jeunesse renvoie à la question de leur départ du territoire, ce qui nous a été confirmé à plusieurs reprises oralement, notamment par un jeune couple qui s'apprêtait à déménager à cause de cela. Une autre contribution, écrite par une petite fille à la demande de son père en colère, évoque également ce problème : *« Mon papa cherche un travail depuis deux ans il croi qu'il est riche il est inscri deu partout et même à pole emploi on s'ait pourquoi il veulle pas donner du travail il a la mairie je mapelle galel jai 4 gosse 1 fille/3 garçons je suis sa fille j'ai 11 ans et je suis maleureuse pour lui. Tout part tout s'en va en haut »*. Dans ses derniers mots, ce message laisse également transparaître le sentiment d'injustice et d'abandon du père. Le manque d'emploi ayant souvent été aussi la première chose abordée par les personnes interrogées lors des entretiens de décembre, cela illustre bien la prégnance de cette thématique dans l'esprit et le quotidien des Narbonnais.





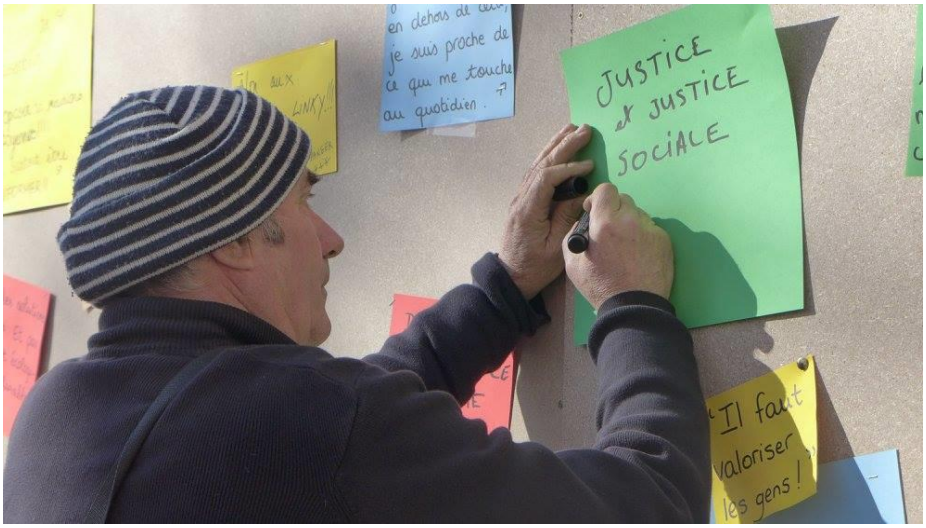


Il a également été avancé une certaine inertie de la région : *« Narbonne, une belle endormie… A quand le changement »*, ce qui avait également été souligné en entretien. Cette contribution renvoie aussi à l'idée d'une meilleure époque pour Narbonne, aujourd'hui révolue, ou en tout cas, stagnante. L'évolution du territoire dans l'avenir reste incertaine. En dehors de ce message, aucun autre ne décrit de manière positive le territoire, alors que durant les entretiens, les habitants valorisaient souvent la qualité de vie et le cadre naturel de la région. Le mur d'expression a donc peut-être eu l'avantage de faire davantage s'exprimer des points de vue moins consensuels et des colères.

Par ailleurs, des points très concrets ont également été soulevés, comme *« la propreté dans certaines rues »*. Enfin, un jeune couple de cyclistes a laissé deux messages, manifestant leur opposition au projet d'aménagement d'une rocade, jugée inutile selon eux. Ils ont d'une part écrit leur colère sur un papier rouge : *« Non non non à la rocade. Bruit. Destruction des sols et des blettes sauvages. Pollution »* tandis que sur un papier vert, ils ont proposé une alternative « *Rocade verte oui oui oui. Espaces de promenade, détente, pistes cyclables à la trame verte* ». Cette contribution peut être associée à la mise en lumière d'une demande sociale, renvoyant à une recherche de bien-être, de qualité de vie, et de nature.

On retrouve la thématique de la justice dans plusieurs contributions, et dans une interprétation souvent bien plus large que dans beaucoup de nos entretiens, où elle était souvent réduite à la question de la justice institutionnelle et pénale. Dans les messages laissés sur le mur, elle apparaît sous

différentes formes, de manière plus ou moins latente. Une personne a ainsi écrit que *« les médias ne cotionnent (sic) que ceux qui ont de l'argent, une HONTE ! »*, rappelant là encore l'idée fréquemment répandue d'une justice à deux vitesses, favorisant les plus riches. D'autre part, une personne a établi une liste sous formes de tirets : *« - les jeunes ; - les pauvres ; - les étrangers ; - les vieux, ensemble pour agir »*, identifiant les populations qui sont, selon elle, les plus vulnérables et qui doivent être parties intégrantes des mouvements de mobilisation. Enfin, un homme, sans que nous ayons échangé avec lui au préalable sur notre démarche ou sur notre travail, est allé inscrire sur le mur *« Justice et justice sociale, à mettre en priorité »*, ce qui traduit la primauté de cette thématique pour lui.





Concernant le changement climatique, nous n'avons recueilli que très peu de contributions en lien. D'une part, cela est sans doute dû à un manque d'évocation de ce sujet de notre part lors des discussions. De plus, les extraits d'entretiens concernant ce thème que nous avions agrafés au mur ne l'évoquaient qu'à demi-mot. Cela n'a pas probablement pas aidé les gens à avoir ce thème en tête au moment de laisser une contribution. D'autre part, il est également possible de s'interroger quant à un éventuel manque d'intérêt pour ce sujet de la part des personnes rencontrées, ou un manque de confiance pour évoquer un sujet aussi « vaste ». Le changement climatique demeure une problématique lointaine pour de nombreuses personnes, qui doit souvent être exemplifiée par des situations proches et concrètes pour être appréhendée correctement. Cette prise de conscience

demande une prise de recul et une réflexivité dont les gens n'ont pas forcément disposé durant la matinée du 30 janvier.

Malgré la faible représentation du changement climatique, un message, « *Tout est connecté, l'eau qui coule ici coule aussi là-bas »,* renvoie cependant à la question de l'interconnexion des échelles et des actions individuelles, et peut donc être assimilé à la thématique de l'environnement et de la planète. Enfin, une personne a également invité à « *voir absolument le film DEMAIN »,* en salles à ce moment-là et qui montre des personnes et des initiatives agissant en faveur d'un monde plus écologique, ainsi qu'une vidéo sur le biomimétisme, évoquant le lien entre les différentes échelles du vivant et le respect de la nature.

De manière générale, nous avons retrouvé la thématique de l'engagement en filigrane dans de très nombreuses contributions écrites, ainsi que durant les discussions.

Dans un premier temps, nous pouvons identifier un certain nombre de constats, de colères face à la situation politique et sociale actuelle, ainsi qu'un certain sentiment d'impuissance : « *Voix qui crie dans le désert ??!* » ou encore *« Diviser pour mieux régner, empêcher l'information. Cause toujours »*. Beaucoup se sentent inaudibles et laissés en marge des discussions et des prises de décisions. Le message *« Stop au terrorisme d'Etat »* renvoie également à une absence totale de confiance en « le » politique, voire en une défiance ouverte face à l'autorité étatique et à sa capacité à servir l'intérêt général. De la même manière, une contribution évoque le fait que *« les politiques finissent toujours par revenir »*, semblant ainsi évoquer l'omniprésence des élus dans le paysage démocratique, ainsi qu'un doute quant à leur bonne foi pour servir la population. Le message *« Quand les politiques ouvriront les yeux sur le peuple ! Mais c'est à nous de faire puisque le gouvernement ne s'intéresse qu'au pouvoir »* fait également ce constat. Un sentiment d'abandon et de désillusion par rapport au politique se fait donc sentir de manière assez importante. De plus, au-delà d'une méfiance vis-à-vis des partis politiques, certains expriment leur crainte quant à une croissance des extrêmes : *« Ne laissons pas le fascisme revenir trop de gens sont morts. Le Pen condamné 18 fois pour appologie (sic) du nazisme !! Il faut voter contre le FN. Par respect pour tous ceux qui nous ont libéré en 1944 ».*





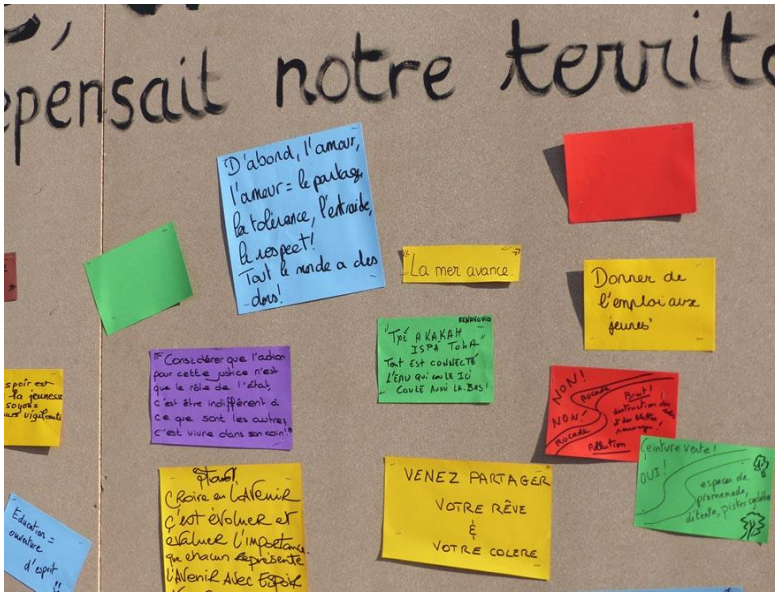


On peut cependant remarquer qu'à l'inverse, le système de démocratie représentative n'est pas rejeté de tous, même si le manque de croyance dans les hommes politiques est majoritaire. Ainsi, un individu propose que le vote soit rendu obligatoire, et que le vote blanc soit pris en compte : « *Le vote obligatoire ! Le vote blanc compte* ». Mais pour d'autres, le changement ne passerait que par un « coup de balai » – expression souvent revenue, tant dans les entretiens de décembre qu'oralement lors de la matinée du 30 janvier – dans le monde politique, comme le montre ce message : *« La démocratie reviendra par la RÉVOLUTION* ! ». Le mur d'expression a donc également été support de ce paradoxe

récurrent entre méfiance quant aux capacités des élus à agir pour le bien collectif, et confiance en un Etat puissant. De plus, on retrouve également l'idée selon laquelle l'incompétence des politiques serait la source principale des maux de la société.

Les points de vue quant aux capacités d'actions dont disposent les gens diffèrent beaucoup. Tandis que certains ont l'impression d'être complètement démunis, d'autres identifient des voies, individuelles et collectives, pour se mobiliser. Leur positionnement face à l'inaction globale de la population, prétendue ou avérée, fait donc débat. En effet, en réaction à un extrait d'entretien cité sur le mur, affirmant que *« politiquement les jeunes s'en foutent, ils veulent bosser* », une personne a écrit en dessous que *« politiquement, les seniors s'en foutent aussi, car les politiques finissent toujours par revenir »*. On retrouve là encore une défiance face à la capacité des élus à faire changer les choses. Cette contribution n'a pas manqué de faire réagir une sexagénaire, engagée dans des associations, qui a défendu oralement que non, les seniors « *ne s'en foutent pas* », et qu'elles connaissaient beaucoup de personnes de son âge très investies.

Refusant le fatalisme, comme en témoigne le témoignage *« Le droit à l'hutopie ! (sic) »*, de nombreuses personnes ont ainsi proposé des pistes d'action pour se mobiliser face aux problématiques actuelles, et ont identifié des prérequis. Les valeurs de solidarité et d'entraide, conditionnées par une plus grande tolérance et ouverture aux autres, sont fréquemment apparues comme présupposés pour une action efficace. On retrouve ces éléments dans les messages suivants : *« D'abord, l'amour = le partage, la tolérance, l'entraide, le respect ! Tout le monde a des dons »*, *« Plus de solidarités. Associations plus ouvertes sur les autres. Entreprises individuelles pour aider les plus démunis. Faire attention à tout ce qui nous entoure »* ou encore *« Il faut réfléchir et agir ensemble. Intelligence collective »*. Cette mobilisation de tous passerait également par la reconnaissance des talents et des compétences de chacun : *« Croire en l'avenir, c'est évoluer et évaluer l'importance que chacun représente. L'avenir avec espoir, et confiance en unissant nos forces car l'avenir appartient à ceux qui ont mis la division de côté »*. Pour beaucoup, la nécessité d'unité, de cohésion et de dialogue apparaît donc primordiale pour agir efficacement et obtenir un poids, comme le montre cette contribution : *« Besoin de se rassembler ! Proposer des réunions citoyennes !!!! Et surtout être INFORMER !! (sic) »*. Ce dernier point évoqué renvoie aussi à la question du manque d'information, souvent décrié, que l'on retrouve également dans d'autres messages précédemment cités. Plusieurs personnes déplorent ainsi être insuffisamment informées des initiatives positives pouvant exister sur leur territoire, certaines citant le cas d'Ecolocal. Enfin, la nécessité de permettre à tous d'avoir accès à une éducation de qualité est également apparue comme un prérequis indispensable pour pouvoir s'ouvrir aux autres et se sentir faire partie de la société : « *Education = ouverture d'esprit ☺ »*, comme il l'a été plusieurs fois rappelé durant nos entretiens de décembre.





On peut donc retirer de ces différentes contributions qu'un certain nombre de valeurs personnelles, comme la tolérance et la solidarité, semblent nécessaires pour s'ouvrir aux autres. Ces valeurs peuvent être développées par une éducation et une sensibilisation aux thématiques actuelles, ainsi que par une information honnête et entière et une large diffusion locale des initiatives positives. A partir de là, des actions individuelles et collectives semblent devenir possible.

En conclusion, le mur a donc eu le double intérêt de constituer un support à l'expression de notre travail et de la parole des habitants – recueillie en décembre ou déposée le jour même – mais également de créer un espace temporaire de dialogue et d'échange sur des thématiques peu fréquemment abordées. De plus, il a implanté physiquement dans l'espace public, à l'initiative locale, et a donc en ce sens été largement approuvé par les passants, satisfaits d'en prendre connaissance.



Par ailleurs, Il a permis aux habitants de « produire un engagement », que ce soit en osant s'arrêter discuter avec nous, ou même en écrivant leur pensée sur le mur d'expression. De fait, même si très peu le considéreraient sans doute de cette manière, leur contribution à notre démarche a considérablement enrichi notre travail et lui a donné du corps. L'expression de leurs rêves et de leurs colères constitue également un acte positif, s'inscrivant dans une volonté de changement et d'évolution, même si tous ne perçoivent pas les manières d'y parvenir. La démarche de s'arrêter observer le mur, de discuter avec nous puis d'écrire une contribution constitue une manière d'exprimer son individualité, et de mettre en valeur son vécu et ses expériences. En cela, elle est plus facilement appropriable par les passants, ce qui peut expliquer son relatif succès.

L'engagement des gens répondait cependant à certaines conditions. En effet, la question de la portée de notre travail était importante pour nombre d'entre eux, préfigurant ainsi le désir de pouvoir observer des changements concrets par la suite. Ce point constitue fréquemment une condition à l'engagement, celui-ci devant être quantifiable et mesurable en termes de résultats. Par ailleurs, la proximité de notre initiative, tant en termes de thématiques de travail que de format de la restitution – implantation physique sur une place centrale – a sans doute facilité cet engagement, en l'ancrant dans le territoire et dans la vie quotidienne des gens. La notion de « local » constituait en quelque sorte une garantie pour les gens, car il est davantage aisé de connaître les enjeux évoqués et de voir des résultats par la suite. De plus, cet engagement ordinaire ne nécessitait ni un temps long, ni un approfondissement conséquent de la pensée, obstacles souvent identifiés par les individus. Enfin, l'indépendance de notre démarche vis-à-vis de la sphère politique instituée a sans doute constitué un avantage pour nous. Cet aspect a été globalement perçu positivement par les habitants, satisfaits de voir des citoyens agir en dehors du cadre officiel.

V. Analyse globale relative à l'engagement et aux représentations du politique

En sciences politiques, l'acception académique de l'engagement renvoie au *« fait pour un individu de s'investir dans une organisation (ex : parti, association, syndicat), un mouvement d'idées ou un ensemble d'activités présentant un caractère politique.* » (Lexique de Science Politique, Dalloz)

L'engagement est un champ d'étude relativement complexe au regard de la pluralité des formes d'expression qu'il revêt et des justifications qui permettent de la comprendre. Nos enquêtes ont démontré qu'il n'était pas possible de caractériser des typologies d'engagement par terrain ou un profil socio-économique donné. En effet, l'engagement prend sens lorsqu'il est analysé au regard de valeurs et trajectoires personnelles, qui peuvent entrer en résonnance avec des finalités communes.

Polysémique, la définition même du terme d'engagement a fait émerger deux polarités pour l'ensemble des enquêtés, qui corroborent avec les régimes d'engagements mis en exergue par Thévenot, à savoir :

- un engagement caractérisé par un investissement politique au sein d'une structure institutionnelle induisant la nécessité de se coordonner avec autrui.
- un engagement caractérisé par un référentiel singulier de valeurs, donnant lieu à des actions individuelles.

a. L'engagement au prisme d'un désintérêt politique significatif d'une crise de la démocratie représentative

Le désenchantement du « politique » observé ces dernières décennies, donnerait a priori lieu à un désengagement des citoyens pour ce qui relève de la chose publique. Les scandales médiatiques relayant les affaires de corruption dans lesquelles sont impliqués bon nombres d'hommes politiques, le règne d'une finance léonine contribuant à accroître les inégalités, l'avènement de la mondialisation comme incubateur d'une compétition territoriale, ont ainsi entaché « Le » politique jugé déconnecté de la réalité des citoyens ordinaires.

Le caractère bureaucratique des champs d'intervention traditionnels (éducation, santé, social) de l'Etat Providence est pensé comme un frein ne permettant pas de répondre aux enjeux territoriaux tels que la question de l'insertion professionnelle ou la formation.

De manière concomitante, la technicisation de la politique devenue l'apanage d'une communauté d'experts aux côtés des élus se voulant seuls dépositaires de l'intérêt général, a contribué à la mise à distance des citoyens du pouvoir décisionnel, désubstantialisant la démocratie comme « gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple ». La non considération des groupes d'intérêt – héritage d'une crainte des corps intermédiaires véhiculée depuis la Révolution Française – conduit à une posture hypocrite de la part des institutions renforçant le sentiment d'injustice, de frustration, de

défiance de la société civile qui peine à comprendre le fonctionnement encore trop opaque de notre régime démocratique. Aujourd'hui, « *la démocratie se résume à des dispositifs techniques figés reposant sur la passivité et l'isolement du citoyen*.[3] »

A l'heure où la réduction des dotations de l'Etat au profit des collectivités, contraint ces dernières dans la mise en œuvre des politiques publiques, le fossé exacerbé entre le discours et l'action a rendu méfiant les citoyens, qui ne croient plus aux promesses faites par l'élite politique. Le taux d'abstention aux élections a largement été analysé comme la perte de confiance des représentés pour leurs représentants inaptes à résoudre des problèmes qui s'enchevêtrent entre échelle mondiale et échelle locale.

Ce sentiment de désillusion, d'abandon à l'égard des politiques entraine une résignation à s'engager politiquement, qui serait synonyme d'une approbation des idéologies portées par les gouvernants. L'engagement dans son acception institutionnelle induirait dès lors une entrave à la liberté de penser de chacun.

La crise de la représentativité observée en France touche tant les partis politiques que le monde syndical. En effet, l'engagement syndical se réduit en peau de chagrin (moins de 8% de la population française est aujourd'hui syndiquée) laissant entrevoir une image ternie du syndicalisme comme « contre-pouvoir » en capacité d'améliorer le système représentatif.

Un décalage apparait dès lors entre un engagement entendu au sens académique, comme investissement dans une cause « à caractère politique » dont la mise en œuvre passerait par les rouages institutionnels et un engagement *a priori* dépolitisé relevant des aspirations et représentations des individus faisant valoir leur capacité à agir.

b. L'engagement ordinaire comme affirmation de son individuation

Le concept de politique n'est pas seulement un acte électoral mais signifie avant tout « faire cité ». En ce sens, la pluralité des formes d'engagement fait état d'une distinction de plus en plus marquée entre « Le » politique, faisant référence aux institutions et aux systèmes d'acteurs traditionnels héritiers de la construction d'un Etat centralisateur, et « La » politique, renvoyant aux actions, aux savoir-faire incarnés par les citoyens pris de manière individuelle.

Détaché d'une posture holistique, trop uniformisante de la figure du citoyen, l'engagement au sein d'une entité de nature associative ou à titre individuel pour l'amélioration de son cadre de vie, tend à prendre de l'ampleur depuis ces dernières décennies. L'engagement sous forme associative qui se veut apolitique, n'est plus vu comme étant politique en soi, dans le sens où il se réfère à des actions concrètes, visant l'amélioration de l'*habiter.* Le besoin récurrent de « se sentir utile » argué par nombre de personnes impliquées dans des structures associatives peut s'analyser comme le revers d'une société fonctionnant sous le joug d'une logique de rentabilité économique évidée de son sens. Inhérente d'un entendement singulier du monde, la réaffirmation des valeurs de liberté, d'égalité, de

[3] Hélène Balazard*, Agir en démocratie*, Les Editions de l'Atelier, 2015

partage et de solidarité sur le terreau des crises financières doit, dès lors, s'appréhender comme la critique des institutions aveuglées par la *doxa* capitalistique.

En effet, le bourgeonnement d'initiatives prônant le bien-être de l'ensemble de la société met en lumière l'enjeu d'un développement humain durable. Autrefois, l'affaire des communautés religieuses ou de corporations, la socialisation des individus semble davantage revêtir un caractère ubiquitaire. L'affaiblissement de ces groupes traditionnels a généré un phénomène d'atomisation des individus qui les a conduits à endosser la responsabilité de leur propre avenir. Ainsi, le nouvel âge de l'individualisme se décline sous deux apparats : l'individualisme qui sépare et l'individualisme qui construit, significatif de l'émancipation des individus par rapport aux gouvernants.

Le vécu expérientiel interviendrait ainsi comme une boussole permettant à chacun de définir son degré d'engagement dans une action au regard de ses propres valeurs. Ces engagements ordinaires s'appréhendent aux détours de la description de leur mode de vie, plus ancré dans l'espace et le temps. Les exemples du choix de modes de déplacements, du choix des modes de consommation locale, du mode alimentaire lus respectueux de l'environnement et de soi-même, entrepris par de plus en plus d'individus actuellement, viennent étayer la représentation d'une action individuelle contingente de valeurs qui leur tient à cœur et justifie la mise en œuvre des moyens nécessaires pour y parvenir.

Mis en œuvre dans leur quotidien, cet engagement ordinaire qui est revendiqué comme détaché de la sphère politique, est paradoxalement intrinsèquement liée à l'acception de « La » politique[4]. Renvoyant à une action qui serait observable, mesurable, - et donc supposant l'existence en amont de sa manifestation, l'existence d'une logique de retour sur investissement – par rapport à d'autres référentiels de valeurs, l'engagement ordinaire serait en réalité éminemment politique car résultant de choix supposant une organisation.

Au regard des différentes épaisseurs de l'engagement, les enjeux du territoire, et les expériences du changement climatique et de la justice socio-spatiale interpelle sur le processus de réencastrement de l'individu dans le collectif et la capacité de chaque citoyen à déployer des moyens d'action en fonction de sa trajectoire personnelle et des ressources qu'il a à sa disposition.

c. L'engagement ordinaire révélateur de nouvelles représentations du politique venant questionner le commun

Bien qu'exprimé de manière plurielle, selon l'espace, le temps, les valeurs qui lui sont attachés ainsi par les finalités visées, l'engagement ordinaire signe le besoin de réaffirmer des valeurs communes gravées dans notre contrat social, tels que la solidarité et le respect. L'engagement en tant que construction sociale, historique et donc politique donne corps au concept d'altérité. Dans cette société liquide[5] ayant fait le sacre de l'individu autonome et responsable, s'engager signifie dès lors se lier avec

[4] « *Et puisque la Politique se sert des autres sciences pratiques et qu'en outre elle légifère sur ce qu'il faut faire et sur ce dont il faut s'abstenir, la fin de cette science englobera les fins des autres sciences ; d'où il résulte que la fin de la Politique sera le bien proprement humain*. » Aristote, *Ethique à Nicomaque*

[5] Zygmunt Bauman, *La vie liquide,* Editions La Rouergue/Chambon, 2006

l'autre, et prendre conscience de son existence en lui reconnaissant une capacité à agir, quel que soit l'espace social. Plusieurs communautés d'expériences se font jour en permettant la reconnaissance et la convergence des identités de chacun tout en construisant un socle commun.

« *L'engagement est ainsi de plus en plus, pour des personnes de moins en moins aisément situables dans l'espace social, un moment de réflexivité et ce pour faire prévaloir les identités personnelles au sein même de l'espace sociétal sur la base de valeurs universellement partagées*. » [6]

L'engagement ordinaire entre dès lors en contradiction avec les abstractions d'idéologies en train de faner, et pourtant encore si bien ancrées dans les schèmes de pensée des acteurs institutionnels enlisés. Les alternatives collaboratives (covoiturage, autopartage, habitat coopératif, jardins collectifs, etc.) viennent remodeler nos manières de faire société et *de facto* nos représentations du politique comme gouvernement de la *Cité.*[7] Sans doute, des clés de lecture sont à rechercher auprès de l'anthropologie urbaine pour comprendre ce phénomène de résurgence du besoin d'appartenir à un groupe comme contestation d'un monde moderne ayant conduit à l'atomisation des individus. Mis en dialectique avec les failles de notre système démocratique, l'engagement ordinaire, loin d'être un placebo cautionné par les autorités qui enrôleraient les individus au travers de dispositifs participatifs[8], puise sa portée performative dans ce qu'il vient questionner chacun sur l'essence de ce qui est commun.

Au regard de cette volonté de garder et faire reconnaitre son individualité tout en signifiant son appartenance à un groupe, il est possible d'énoncer que « l'ensemble » se substitue au « tous » considéré comme trop englobant, effaçant l'individu derrière le collectif. S'engager est alors la mise en mouvement de son individualité pour signifier son appartenance à un groupe dont le territoire incarnerait l'identité.

Le territoire serait donc l'incarnation d'un sentiment d'appartenance, « le territoire comme famille », mais l'expression de ce sentiment reste intrinsèquement liée au registre de valeurs de chacun, des représentations singulières esquissées au grès de ses rêves et ses colères.

Cette analyse s'est ainsi concentrée sur la manière dont certaines réalités rendues tangibles par notre travail d'enquête sur le territoire narbonnais, viennent rendre compte de formes et d'un gradient d'engagement selon les valeurs intrinsèques à chaque habitant sur les questions d'enjeux, de justice et de changement. Cet engagement qualifié d'ordinaire, trouvant ses racines dans « La » politique, vient libérer l'individuation par la réinjection de sens dans nos actions.

---

[6] Jacques Ion, *L'engagement au pluriel,* Presses Universitaires de Saint-Etienne, 2001

[7] « *Processus d'éducation à la politique : on part de ses préoccupations quotidiennes puis on découvre la complexité de l'organisation de la vie en société. On prend conscience de l'interdépendance des problèmes individuels et de la nécessité de trouver des solutions collectives. On apprend à comprendre et à coopérer avec des personnes aux intérêts, valeurs et cultures différentes, voire divergentes. On se confronte à l'altérité. On s'allie. On construit du commun. »* Hélène Balazard*, Agir en démocratie*, Les Editions de l'Atelier, 2015

[8] John Clarke, *L'enrôlement des gens ordinaires,* Revue Participation, Critiques de la participation et de la gouvernementalité, n°6, 2/2013

Quid du commun ? La société n'est plus vue dans sa réalité mais dans des fantasmes qui se nourrissent de l'ignorance d'autrui – pour rompre avec les stéréotypes, besoin de rendre le monde visible en invoquant la réalité sensible. Il faut remettre les besoins fondamentaux au cœur des décisions et des organisations. Selon Hélène Balazard, « *l'enjeu démocratique est de maintenir les conditions pour que les initiatives et les débats se multiplient, interagissent et se développent, tout en étant perpétuellement critiqués et enrichis. Patience, créativité, et recherche constante d'émancipation sont nécessaires pour s'engager ensemble et durablement dans la construction d'un monde commun, plus juste et permettant l'épanouissement de chacun.* »

Conclusion

Ce travail, par le biais des entretiens et du mur d'expression, a permis de mettre en lumière une multitude de formes d'engagement, quotidiennes ou occasionnelles, autour de problématiques diverses et variées, communes à différents territoires (l'entraide et la solidarité, la pratique sportive, la protection de l'environnement *via* le tri sélectif, etc.) ou propres au territoire de Narbonne (citons les commerçants de Narbonne Plage souhaitant augmenter le dynamisme de leur territoire en période estivale mais également tout au long de l'année). Ces actions et pratiques ordinaires, qu'elles soient individuelles ou collectives, témoignent d'un certain attachement à son lieu de vie et d'une volonté d'agir pour son territoire et d'un engagement pour son territoire. Certains questionnements restent cependant en suspens :

Comment rendre plus durables ces engagements ?

- *Comment les pérenniser ?*

- *D'ailleurs, est-ce que tout engagement nécessite d'être pérenne pour être source de changement ?*

- *Et comment (re)donner davantage de pouvoir d'agir aux citoyens, qui manifestent une défiance vis-à-vis du et de la politique ?*

De manière plus générale, cette réponse au concours d'idées, comprenant les entretiens, leurs retranscriptions, les analyses, et par la suite l'organisation de l'événement sur l'espace public, a constitué un engagement fort pour nous. Ce travail entre plus largement en adéquation avec certaines de nos valeurs : un travail participatif, inclusif, accessible, libre et autonome. Notre engagement s'est ainsi construit de manière incrémentale durant les cinq mois du concours d'idées, débutant avec la prise de connaissance du territoire et l'élaboration du protocole d'enquête, puis la réalisation des entretiens. La rencontre directe avec des habitants en décembre a consolidé notre engagement, car elle nous a donné à voir les préoccupations réelles des individus. Par la suite, nous souhaitions réaliser une restitution satisfaisante de notre travail, et que celui-ci puisse être utile pour les habitants. En effet, il nous était apparu important de réaliser une restitution qui corresponde à nos attentes et qui nous satisfasse, en fonction de certains principes que nous avions en arrivant sur le projet. En cela, le choix d'organiser un évènement dans l'espace public, se voulant participatif, constitue pour nous un engagement. A l'instar des engagements ordinaires collectés au fil du terrain, notre intervention dans l'espace public donne à voir notre engagement par une mise en action rendue publique, permettant ainsi l'échange, le dialogue avec les habitants du territoire narbonnais curieux de savoir qui nous étions, quelles étaient nos motivations et quels résultats avions-nous pu produire.

Ce travail ainsi terminé, il désormais l'heure d'exprimer les difficultés rencontrées tant dans l'aspect méthodologique que pratique, et ensuite les apports tant par rapports aux résultats que personnels seront énoncés.

La première difficulté rencontrée concerne la distance et la non-connaissance du territoire Narbonnais. L'association Ecolocal a organisé un forum en octobre, avec de nombreuses conférences et interventions d'acteurs locaux pour pallier cette non-connaissance du territoire. Quant à la distance, elle nous a obligés à être organisés lors de la préparation et de l'organisation des séjours à Narbonne et être efficaces pendant nos séjours. Dès le commencement de notre travail jusqu'à la phase terminale, nous avons fait face à une seconde difficulté : le manque de communication interne à notre groupe et externe avec Guillaume Faburel et les doctorantes. Ceci peut s'expliquer par la taille de notre groupe, un projet sur un temps long, les temporalités induites par le concours d'idées, les indisponibilités de chacun, les moyens de communication utilisés.

Par ailleurs, cette expérience a été source de satisfaction et de plaisir pour notre groupe, au niveau du travail en tant que tel – élaboration d'un protocole de travail, réalisation d'une étude qualitative, analyse des résultats et réalisation d'un événement participatif – qu'au niveau personnel – travail de groupe sur un temps long, capacités à défendre notre projet auprès des habitants, de l'association Ecolocal, de Guillaume Faburel et des doctorantes, la découverte d'un nouveau territoire et de nouveaux enjeux et l'approfondissement des questions de participation qui nous tiennent à cœur.

Annexe

Ensemble des contributions laissées sur le mur d'expression

« *Non non non à la rocade. Bruit. Destruction des sols et des blettes sauvages. Pollution.* » avec un dessin de route.

« *Rocade verte oui oui oui. Espaces de promenade, détente, pistes cyclables à la trame verte* » avec un dessin d'arbre.

« *Voix qui crie dans le désert ??!* »

« A *voir absolument le film DEMAIN, Mélanie Laurent Cyril Dion, programmé* »

« Audition d'Idriss Aberkane (internet) le biomimétisme …..»

« *ART* »

« *Du son, de la dance, de la vie* »

« Non aux compteurs Linky ! Danger ++++ », avec un dessin de tête de mort

« *Le vote obligatoire ! Le vote blanc compte* »

« *Besoin de se rassembler ! Proposer des réunions citoyennes !!!! Et surtout être INFORMER !! (sic) »*

« *Narbonne, une belle endormie… A quand le changement* »

« Croire en l'avenir, c'est évoluer et évaluer l'importance que chacun représente. L'avenir avec espoir, et confiance en unissant nos forces car l'avenir appartient à ceux qui ont mis la division de côté »

« *Politiquement les seniors s'en foutent aussi / car les politiques finissent toujours par revenir* »

« Mon papa cherche un travail depuis deux ans il croi qu'il est riche il est inscri deu partout et même à pole emploi on s'ait pourquoi il veulle pas donner du travai il a la mairie je mapelle galel jai 4 gosse 1 fille/3 garçons je suis sa fille j'ai 11 ans et je suis maleureuse pour lui tout part tout s'en va en haut. Vive la paix et la santé »

« Justice et justice sociale, à mettre en priorité »

« Plus de travail pour les jeunes »

« *Donner du travail aux jeunes, il y a de la matière à Narbonne. A réfléchir* »

« *La démocratie reviendra par la REVOLUTION* ! »

« Les médias ne cotiennent (sic) que ceux qui ont de l'argent une HONTE ! »

« D'abord, l'amour = le partage, la tolérance, l'entraide, le respect ! Tout le monde a des dons »

« Donner de l'emploi aux jeunes »

« Toé akakah ispa toha. Tout est connecté, l'eau qui coule ici coule aussi là-bas »

« Education = ouverture d'esprit ☺ »

« *Le droit à l'hutopie !* (sic) »

« Ne laissons pas le fascisme revenir trop de gens sont morts Le Pen condamné 18 fois pour appologie (sic) du nazisme !! Il faut voter contre le FN. Par respect pour tous ceux qui nous ont libéré en 1944 » avec un dessin de la croix de la résistance

« La propreté dans certaines rues »

« Plus de solidarités. Associations plus ouvertes sur les autres. Entreprises individuelles pour aider les plus démunis. Faire attention à tout ce qui nous entoure »

« Il faut réfléchir et agir ensemble. Intelligence collective »

« - les jeunes

- les vieux

- les étrangers

- les pauvres »

Ensemble pour agir »

« Stop au terrorisme d'Etat »

« Diviser pour mieux régner, empêcher l'information. Cause toujours »

« Quand les politiques ouvriront les yeux sur le peuple ! Mais c'est à nous de faire puisque le gouvernement s'intéresse qu'au pouvoir »

« Andar en la calle sin miedo » (= marcher dans la rue sans peur)